



UNOPS

Des résultats qui comptent



Unis dans l'action

« L'UNOPS joue un rôle essentiel dans la prestation de services de gestion pour nos opérations humanitaires, de consolidation de la paix et de développement. J'ai vu de nombreux exemples de la façon dont ces activités aident ceux qui souffrent dans les régions troublées du monde. L'UNOPS contribue à mettre les pays sur la voie d'un futur plus stable en les aidant entre autres à construire des routes, des écoles et des cliniques, à retirer les mines terrestres et à préparer des élections démocratiques. »

Ban Ki-moon
Secrétaire général des Nations Unies



Table des matières

Notre organisation	2
Nos résultats clés	4
Notre valeur ajoutée	6
Services consultatifs de Gestion	11
Qualité	12
Responsabilité	14
Transparence	15
Harmonisation au sein des Nations Unies	16
Nos domaines clés	18
Où l'UNOPS œuvre	22
Nos résultats opérationnels	24
Objectif 1 : Consolidation de la paix et de la stabilité après les conflits	25
Objectif 2 : Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles	32
Objectif 3 : Capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux	36
Objectif 4 : Viabilité environnementale et l'adaptation aux changements climatiques	41
Objectifs transversaux	45
Nos partenaires	50
Faits marquants sur le plan financier	54

Notre organisation

Pour le compte de ses partenaires, l'UNOPS exécute chaque année des projets d'une valeur globale s'élevant à plus de 1 milliard de dollars. Il intervient dans plus de 80 pays, souvent dans des contextes parmi les plus difficiles.

De la construction d'écoles en Afghanistan et d'abris en Haïti à l'achat d'ordinateurs à des fins éducatives en Argentine, l'UNOPS fournit des services de gestion qui répondent à des critères internationaux en termes de qualité, de rapidité et d'économie.

Comme l'a réaffirmé l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2010, l'UNOPS joue un rôle central au sein du système de l'ONU. L'ensemble de nos activités sont conformes aux valeurs et aux principes de l'ONU, favorisent le principe d'une « ONU unifiée » et contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Que ce soit dans le cadre d'un contrat avec l'ONU, l'Union européenne, la Banque mondiale, un gouvernement ou une ONG, l'UNOPS contribue à livrer des projets de qualité qui comptent pour les personnes démunies.

Notre expérience et notre portée

Nos partenaires nous choisissent parce qu'ils savent que nos compétences, notre expérience et notre portée augmenteront les chances de réussite de leurs projets. En effet, notre organisation compte sur plus de 5000 employés pour assurer les activités essentielles dans ses quatre domaines de services clés : la gestion de projets, l'approvisionnement, les ressources humaines et les finances. Nous proposons en outre une expertise opérationnelle dans les domaines où notre expérience est attestée, dont l'infrastructure, la justice, la santé, les élections et l'environnement.

Ce soutien, qui contribue à la mise en application de politiques au bénéfice de tous les acteurs des domaines de la consolidation de la paix, des interventions humanitaires et du développement,

visé à renforcer la capacité du système des Nations Unies et celle d'autres organismes.

Nos services



La Gestion de projets met en œuvre des projets pour le compte de nos partenaires à travers des services opérationnels et de gestion dans des contextes de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement.



Les Services d'achats et la gestion de la chaîne d'approvisionnement soutiennent la gestion de projets tout en fournissant des services ponctuels à nos partenaires, dont les services communs des Nations Unies, ainsi que des services auprès de gouvernements visant à leur permettre de faire face à leurs failles en termes de capacités.



Les Ressources humaines soutiennent également la gestion de projets tout en fournissant des services ponctuels à nos partenaires, dont le déploiement rapide de personnel et la gestion de contrats.



La Gestion financière administre les subventions des donateurs, les prêts et les fonds d'affectation spéciale multidonateurs lorsqu'il n'existe pas de concurrence avec d'autres agences des Nations Unies.

« Le Directeur exécutif et l'ensemble de son personnel [ont fait preuve d'un] engagement indéfectible envers les nations qui s'efforcent d'atteindre les OMD. »

*S. E. l'Ambassadeur Atoki Ileka,
Représentant permanent de la République démocratique du Congo au nom des États africains
membres du Conseil exécutif, juin 2010*

Par ailleurs, l'UNOPS collabore étroitement avec les gouvernements hôtes et les collectivités locales. Nous contribuons à renforcer les capacités nationales en veillant, lorsque c'est possible, à ce que la rétention du savoir-faire et des processus nécessaires à l'accomplissement des activités clés soit assurée après la fin du projet. De plus, nous avons recours à des méthodes axées sur la main-d'œuvre afin de créer des emplois et de fournir des sources de revenu.

Efficacité

L'UNOPS est une organisation autofinancée et doit donc faire preuve d'efficacité et de discipline sur le plan financier. Nous couvrons nos coûts administratifs en percevant de faibles honoraires pour chaque projet que nous soutenons. En tant qu'organisation onusienne, nous ne sommes pas motivés par le profit et répondons aux normes internationales les plus exigeantes en matière de responsabilité et de transparence pour l'ensemble de nos transactions.

En 2010, pour le compte de ses partenaires, l'UNOPS a exécuté des projets d'une valeur globale de 1,27 milliard de dollars, soit 16 pour cent de plus qu'en 2009. Bien que nos activités se soient notablement intensifiées, notre efficacité s'est également accrue, de sorte que nos coûts administratifs ont diminué de 200 000 dollars en 2010 et s'élèvent à présent à 64,2 millions de dollars.

Il est essentiel de veiller à ce que chaque dollar soit dépensé de manière optimale au profit des personnes démunies, ce qui implique d'assurer la qualité des résultats. La tâche peut s'avérer difficile, particulièrement dans des régions touchées par la guerre ou une catastrophe naturelle. La planification et l'exécution adéquates des projets revêtent donc une importance particulière.

Des normes internationales

L'UNOPS adopte des normes reconnues internationalement et vise à obtenir des certifications

auprès d'instances indépendantes. Ainsi, nous sommes depuis peu la première organisation onusienne à avoir reçu la prestigieuse certification ISO 9001 pour notre Système général de Gestion de la Qualité. En outre, nous avons obtenu la certification du Chartered Institute of Purchasing and Supply en matière de politiques et de procédures relatives à l'approvisionnement.

Il ne s'agit là que de l'une des manières dont l'UNOPS s'emploie à satisfaire constamment ses partenaires, en veillant à assurer une excellence opérationnelle pour des résultats qui comptent.

La présente publication explique davantage cette vision et décrit le fonctionnement de l'UNOPS, tout en présentant un bref exposé des 925 projets que nous avons soutenus en 2010.



Un véhicule de l'UNOPS sur la route Sake-Masisi-Nyabiondo dans une région isolée de du Nord-Kivu en République démocratique du Congo. L'UNOPS a, en partenariat avec la mission locale des Nations Unies, réhabilité cette route prioritaire dans le cadre d'un projet de stabilisation s'étendant sur plusieurs régions et financé par la Belgique, les États-Unis, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni. **Photo** : UNOPS/Jacques Challulau

Nos résultats clés

À l'heure actuelle, l'UNOPS soutient quelque 1000 projets actifs pour le compte de ses partenaires, apportant des résultats concrets qui comptent pour les personnes démunies. Les nombres qui suivent rassemblent les résultats obtenus dans le cadre des 925 projets actifs au cours de l'année 2010. Pour une présentation approfondie et classifiée de nos résultats opérationnels, bailleurs de fonds et partenaires de projets, veuillez vous référer à la [page 26](#).

En 2010, l'UNOPS a, tous secteurs confondus, supervisé la construction ou la réhabilitation de 88 écoles, de 11 centres de formation, de 8 hôpitaux, de 44 dispensaires et de 20 autres établissements médicaux comme des laboratoires et des banques du sang.

De plus, 28 postes de police, 9 centres de formation de la police, 3 prisons et 8 centres de détention, de même que 18 tribunaux, 3 édifices douaniers et 69 autres édifices administratifs gouvernementaux ont également été construits ou rénovés.

Sans oublier que 36 installations de gestion des déchets, dont 15 décharges et 21 sites de gestion durable des déchets, ainsi que 3 centrales électriques et 48 usines d'épuration ont été construites ou rénovées.

 L'UNOPS a fourni pour plus
**de 1,2 milliard
de dollars**
de biens et de services.

Dans le cadre de situations d'après-conflit et d'après-catastrophe naturelle, l'UNOPS a aidé ses partenaires à construire au sein de camps plus de 5100 bâtiments d'urgence, comme des abris, et 3700 autres installations comme des toilettes et des fosses septiques.

En 2010, l'UNOPS a construit ou réhabilité 5 ports, 32 ponts et plus de 400 ponceaux.

Au cours de la même année, plus de 794 rénovations mineures de quartiers ont été effectuées partout dans le monde, dont des travaux sur plus de 60 routes locales, 383 chaussées, 323 places publiques et 28 parcs.



Nous avons contribué à la construction de
2243 kilomètres
de routes.

L'UNOPS a assisté le Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM/UNMAS) dans le cadre de l'achèvement de travaux de déminage qui ont permis de sécuriser plus de 300 millions de mètres carrés de terres et 16 000 kilomètres de routes afin d'assurer la sécurité des populations locales.



Nous avons soutenu
36 pays
en termes de gestion de
l'environnement.

Nous avons en outre acheté plus de 1,3 million de pièces mécaniques ou d'équipement pour le compte de partenaires, dont plus de 7100 unités de matériel médical de pointe. Plus de 145 millions de fournitures médicales ont été achetées ou distribuées, dont plus de 21 millions de préservatifs et près de 64 millions de seringues.

Près de 910 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées, dont environ le quart étaient destiné au traitement du VIH-sida.

Près de 670 000 personnes ont été examinées ou ont bénéficié d'un traitement contre cette maladie et plus de 820 000 autres ont été informées dans le cadre d'initiatives de prévention.

L'UNOPS a aidé ses partenaires à renforcer les capacités locales en mettant sur pied plus de 300 formations et ateliers.

« En 2010, l'UNOPS a réalisé plus avec moins de moyens. »

— Nozomu Yamashita,
Premier Secrétaire de la Mission permanente du Japon aux Nations Unies, Conseil exécutif, juin 2011

L'UNOPS a en outre organisé 245 réunions et événements généraux, apporté un soutien à 141 instances gouvernementales et à 4139 organisations locales, et travaillé sur 78 politiques ou lois.

L'UNOPS a administré ou contrôlé plus de 760 subventions pour financer des projets variés, en plus de quelque 4000 microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-FEM) dans plus de 120 pays.



L'UNOPS a aidé ses partenaires à former
80 000 personnes
dans des domaines tels que la santé, les élections et l'agriculture.

En 2010, l'UNOPS a acheté pour plus de 552 millions de dollars de biens et 648 millions de dollars de services. Les quatre cinquièmes des achats de plus de 100 000 dollars effectués par l'UNOPS ont été réalisés dans le cadre d'un processus concurrentiel.

Exemple de domaine clé : la santé en 2010



Notre valeur ajoutée

Nos partenaires sollicitent notre soutien afin de compléter leurs propres capacités, de réduire les délais, les risques et les coûts, ou d'améliorer la qualité. Notre statut, notre histoire et notre approche uniques nous permettent d'apporter une valeur ajoutée aux projets de nos partenaires, et ce, de plusieurs manières.

L'UNOPS est une organisation sans but lucratif qui adhère rigoureusement aux idéaux et valeurs des Nations Unies. Toutefois, nous sommes un organisme entièrement autofinancé, ce qui nous amène à faire preuve d'efficacité et de discipline sur le plan financier.

Flexibilité

Notre organisation est flexible et nos procédures simplifiées nous permettent de nous adapter aux besoins de nos partenaires et aux conditions changeantes de manière à exécuter les opérations avec rapidité, efficacité et professionnalisme.

L'UNOPS emploie des milliers de professionnels hautement qualifiés possédant une vaste expérience en matière d'exécution de projets, particulièrement dans ses domaines clés ([voir page 18](#)). La taille de notre organisation ainsi que notre portée et notre expérience, permettent à nos partenaires de bénéficier d'économies d'échelle, d'un partage des connaissances et d'une expertise spécialisée.

Axés sur les résultats

En tant que prestataire de services professionnels de mise en œuvre, l'UNOPS vise des résultats de haute qualité, principe qui fait partie intégrante de notre culture. Nous participons uniquement aux projets auxquels nous croyons. Si nous identifions des possibilités d'améliorations, nous collaborons étroitement avec nos partenaires pour augmenter leurs chances de réussite. Notre capacité à

maintenir une qualité constante a été reconnue en 2011, lorsque notre organisation a obtenu la certification ISO 9001. Nos compétences en matière d'exécution de projets sur le terrain sont soutenues par une expertise aux niveaux de la conception, du contrôle et de l'évaluation par l'entremise de notre Unité de Conception d'Infrastructures physiques et de son Unité de Recherche appliquée.

Transparence

En tant qu'organisation onusienne, nos services de gestion favorisent la transparence et la responsabilité et répondent aux normes internationales les plus exigeantes, comme en fait foi l'opinion d'audit externe sans réserve dont nous avons fait l'objet pour l'exercice biennal 2008-2009.

L'UNOPS croit fermement au principe d'appropriation nationale des initiatives de développement. En collaborant étroitement avec les gouvernements et les collectivités, notre organisation assure la durabilité des projets qu'elle soutient.

À chaque fois que les conditions le permettent, l'UNOPS vise trois objectifs transversaux : le renforcement de la capacité nationale, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, et la viabilité environnementale. En gardant ces objectifs à l'esprit au cours de la planification et de la mise en œuvre des projets, nous aidons nos partenaires à accroître la portée de leurs projets.

← En 2010, l'UNOPS a exécuté des projets d'une valeur globale de

« Il convient de reconnaître les accomplissements de l'UNOPS, non seulement dans la conception et la construction de beaux complexes, mais également pour avoir encouragé l'essor d'entreprises de construction afghanes prometteuses au fil des ans. »

*Phil Lamade,
agent d'USAID chargé des accords dans le cadre du
Programme des écoles de Kaboul, en Afghanistan*

Responsabilité

L'UNOPS rend compte de ses résultats financiers et opérationnels de manière rapide et rigoureuse. Depuis 2011, par l'entremise du site internet du

« Centre de Partenariat », nos partenaires ont accès à des données à jour relatives aux finances et aux projets. Ils obtiennent ainsi un aperçu clair des opérations et des dépenses.

Notre rôle au sein de l'ONU implique que nous assurions une présence physique sur le terrain en période de conflit ou de crise.



En 2010, nous avons mis en place une gratification attribuée au Projet de l'année, qui vise à mieux identifier et diffuser les meilleures pratiques au sein de notre organisation et auprès

de nos partenaires. Cette gratification se veut un outil efficace de reconnaissance des efforts et de l'excellence opérationnelle (voir les études de cas aux pages 8, 9 et 35).

Une approche axée sur la main-d'œuvre

L'UNOPS a la conviction que le fait de procurer un travail et d'assurer des revenus minimaux contribue à l'autonomisation des familles et à une reprise économique rapide à la suite d'une crise.

Lorsque c'est possible, l'UNOPS tente d'embaucher des travailleurs locaux pour les travaux nécessaires à l'exécution des projets d'infrastructure de ses partenaires, selon une approche axée sur la main-d'œuvre.

Nos opérations d'infrastructure axées sur la main-d'œuvre font appel à des groupes communautaires ou à des entrepreneurs locaux pour effectuer des travaux durables et viables qui répondent aux normes internationales. Cette méthode contribue à relancer les économies locales, à assurer des sources de revenus et à consolider des compétences utiles au sein de la population locale, conformément à notre engagement relatif au renforcement de la capacité nationale. Afin d'assurer la réussite des projets, l'UNOPS encourage la participation des collectivités locales à toutes les étapes, de la conception à l'entretien en passant par la sélection du personnel.

Le nombre d'emplois créés pour les collectivités locales à travers cette approche se mesure en termes de journées de travail rémunéré. Il a été possible de comptabiliser le nombre de journées de travail créées pour les bénéficiaires dans près de 15 pour cent de l'ensemble des projets soutenus par l'UNOPS en 2010. Au cours de cette année, ces 113 projets ont à eux seuls permis de créer près de **8,2 millions de journées de travail rémunéré** pour des personnes démunies.



Afin de garantir la réussite du projet, l'UNOPS veille à s'assurer de la participation des communautés lors de toutes les phases du projet, de la conception à la sélection du personnel en passant par le maintien du projet.

Photo : UNOPS

1,27 milliard de dollars pour le compte de ses partenaires. —>

us avons dépensé 64,2 millions de dollars pour l'administration de ces projets. —>



Des femmes préparant des paniers de fils métalliques appelés « gabions » dans le cadre du projet d'amélioration de l'accès routier dans le nord de l'Afghanistan, financé par la Suède. Ces gabions seront remplis de pierres et serviront à réhabiliter des routes dans les provinces de Sar-é Pol et de Samangân. **Photo** : UNOPS

Étude de cas 1 : Amélioration des routes en Afghanistan



Meilleur de sa catégorie

L'UNOPS travaille depuis quatre ans dans le cadre d'un projet d'amélioration des routes en Afghanistan, financé par la Suède. En plus d'exécuter un projet de qualité, nous avons apporté une valeur ajoutée de différentes manières.

Les provinces isolées de Sar-é Pol et de Samangân sont situées au nord de l'Afghanistan. L'agriculture représente plus de 90 pour cent des sources de revenus de 800 000 habitants de cette région. Toutefois, la faible production a engendré pauvreté et pénurie alimentaire. En conséquence, beaucoup sont contraints de dépendre de l'importation de vivres provenant d'autres régions rurales.

L'Agence suédoise de coopération internationale au développement finance le Projet d'amélioration de l'accès routier, qui consiste à construire et à réparer des routes et des ponts dans le but d'améliorer l'accès à la nourriture, à l'éducation et aux services de santé. L'UNOPS exécute le projet par l'entremise d'un partenariat de renforcement des capacités avec le ministère afghan des Travaux publics.

L'UNOPS a d'abord été retenu comme partenaire de mise en œuvre en 2007, en répondant rapidement

à une demande de l'Agence pour la construction de trois ponts d'acier dans la province de Sar-é Pol avant que la neige n'en limite l'accès. Ces ponts ont permis au Programme alimentaire mondial d'apporter à temps pour l'hiver une aide alimentaire nécessaire dans la région. L'UNOPS a ainsi démontré sa capacité à livrer des résultats de qualité dans les meilleurs délais.

Depuis son lancement, ce projet a permis la construction de 65 kilomètres de routes de gravier, de 20 kilomètres de routes pavées et de trois ponts d'acier, ainsi que le déneigement de quatre cols.

« Ces nouvelles routes ont véritablement changé nos vies. Maintenant, nous avons plus facilement accès aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés. Nous allons dans la capitale provinciale sans encombre pour travailler et les gens gagnent beaucoup d'argent. Cela apporte la paix et la stabilité à notre région, car les gens sont trop occupés pour se battre. »

Mohammadullah, un agriculteur, au sujet du Projet d'amélioration de l'accès routier dans les provinces afghanes de Samangân et de Sar-é Pol financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement

Ce projet a généré des emplois temporaires pour près de 8000 habitants de la région et permis de réduire tant le temps que les coûts de déplacement par rapport aux chiffres de 2007. On estime à 680 000 le nombre de personnes qui ont bénéficié de ce projet dans les régions ciblées.

« Ces nouvelles routes ont véritablement changé nos vies. Maintenant, nous avons plus facilement accès aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés », confie Mohammadullah, un agriculteur qui a travaillé en tant qu'ouvrier dans le cadre de ce projet à Khuram, dans la province de Samangân. Avant la construction de ces routes, il autorisait uniquement à ses fils de fréquenter l'école en raison de l'emplacement isolé de la maison familiale. À présent que l'accès est plus facile, il estime que le trajet est suffisamment sûr pour que ses filles puissent y aller aussi.

Conformément à l'engagement de l'UNOPS à intégrer chaque fois que possible les questions liées à l'égalité hommes-femmes à ses activités, les employés du projet ont mis au point une approche visant à favoriser le travail des femmes dans cette région particulièrement attachée à ses traditions.

Dès le début, deux femmes ont été embauchées à titre d'agents de liaison communautaires afin d'entrer en contact avec les chefs des collectivités locales et de leur demander de permettre aux femmes de participer à ces travaux axés sur la main-d'œuvre. Cette approche fut récompensée par l'engagement de 105 femmes au tri de gravier selon une technique novatrice et ainsi fournir la matière première aux travaux de surfacage tout en gagnant un revenu précieux.

En plus de renforcer les capacités du Ministère et d'apporter une contribution estimable aux objectifs transversaux du projet, l'UNOPS adopte une position ferme vis-à-vis des entrepreneurs dont le rendement est insatisfaisant. Deux d'entre eux ont d'ailleurs été ajoutés à la liste des prestataires suspendus établie par l'ONU en raison de leurs mauvais résultats.

Le siège de l'Agence a fait l'éloge du projet pour sa communication adaptée et ses comptes-rendus réguliers tout au long de sa durée. Le gouverneur de la province de Sar-é Pol a également remis une lettre d'appréciation relative à la qualité de la nouvelle infrastructure routière dans la région.

Le donateur et le bénéficiaire de ce projet, en témoignage de leur confiance vis-à-vis de notre capacité à apporter une valeur ajoutée, ont souhaité nous engager pour la phase suivante.

Étude de cas 2 : Soutenir la lutte antimines au Népal



Un projet dynamique de petite envergure visant à renforcer la capacité nationale au Népal constitue un bon exemple de soutien fructueux à la lutte antimines, de collaboration avec nos partenaires et d'optimisation des ressources.

Depuis 2007, l'UNOPS a apporté un soutien technique afin d'aider le gouvernement népalais à remédier de façon durable au problème des mines terrestres et autres restes explosifs de guerre depuis la fin du conflit armé en 2006. Ce soutien comprenait le recrutement de consultants et de formateurs en matière de lutte antimines, l'achat de machines et d'équipement, ainsi que l'administration de contrats en vue d'appuyer les objectifs antimines du ministère népalais de la Paix et de la Reconstruction et du Centre de coordination de la lutte antimines de l'Armée népalaise (NAMACC) au sein de l'Équipe de lutte antimines de l'ONU (UNMAT).

Ce projet se distingue des autres projets de lutte antimines de l'UNOPS de par sa nature plus consultative qu'exécutive. En 2010, il s'articulait autour d'un plan de renforcement des capacités visant à obtenir des résultats mesurables et à soutenir la Section de lutte antimines récemment établie au sein du ministère de la Paix et de la Reconstruction.



Ce projet a permis d'informer la population népalaise au sujet des risques liés aux mines, à travers des sessions préventives expliquant comment reconnaître et éviter les mines terrestres et autres restes explosifs de guerre. **Photo** : UNMAT



Le personnel de l'Équipe de Lutte antimines au Népal procède à une révision des restes explosifs de guerre avant leur destruction.
Photo : UNMAT

Ce projet a en outre contribué avec succès aux objectifs de sensibilisation de l'UNMAT grâce à la préparation de comptes-rendus, de bulletins d'informations et de communiqués de presse, si bien que la presse locale a assuré une couverture favorable du travail de décontamination, le Kathmandu Post qualifiant celui-ci de « réussite dont le monde devrait s'inspirer ».

L'UNOPS a apporté une valeur ajoutée en s'adaptant rapidement aux changements relatifs aux besoins des partenaires de manière à assurer la disponibilité des ressources appropriées. Par exemple, après avoir atteint les objectifs fixés en matière de renforcement des capacités pour

« En apportant un soutien constant, rapide et approprié au gouvernement népalais et à la communauté de la lutte antimines dans son ensemble, l'Équipe de lutte antimines de l'ONU mise sur pied par l'UNOPS au Népal a contribué à la décontamination de plus de champs de mines en 2010 que durant toute autre année. »

Bureau du Secrétaire associé, ministère de la Paix et de la Reconstruction du gouvernement du Népal

2010, notre organisation a graduellement réduit le personnel affecté au projet, créant un retour sur investissement reconnu et apprécié par l'ensemble des partenaires.

En favorisant la participation de la NAMACC lors de toutes les étapes du projet, l'UNOPS a contribué à l'appropriation nationale des objectifs de renforcement des capacités, si bien que la NAMACC est à présent en mesure de mettre en œuvre la plupart de ses plans de décontamination et de ses formations en la matière, et d'exécuter et de gérer des opérations de déminage conformément aux Normes internationales de la lutte antimines. Cela permettra au Népal de déployer des équipes de déminage dans le cadre des missions futures de maintien de la paix de l'ONU. La NAMACC a également accru ses capacités en matière de gestion financière, de logistique, de relations extérieures et de gestion de la qualité.

Avec le soutien de l'UNMAT, l'Armée népalaise a retiré les mines et autres restes explosifs de guerre sur une superficie de plus de 224 924 mètres carrés, permettant aux collectivités locales d'avoir de nouveau accès à plus de 5 300 000 mètres carrés de terre. Ce projet est financé par le Fonds des Nations Unies pour la paix au Népal et le Service de la lutte antimines de l'ONU.

En juin 2011, le Népal a officiellement été déclaré exempt de mines terrestres.

Services consultatifs de Gestion

L'UNOPS fournit des services consultatifs de gestion en réponse à la demande croissante en renforcement des capacités en matière d'exécution de projets, d'infrastructure et d'achats dans les pays en voie de développement.

L'UNOPS fournit des services consultatifs de gestion en réponse à la demande croissante relative au renforcement des capacités en matière d'exécution de projets, d'infrastructure et d'achats dans les pays en voie de développement.

Le Conseil exécutif a demandé à l'UNOPS de contribuer davantage au renforcement des capacités nationales relatives aux domaines établis dans son mandat et ses compétences fondamentales.

Nous nous concentrons sur la prestation de services consultatifs auprès de gouvernements en matière d'infrastructure physique, de gestion de projets et d'achats et de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Nous nous appuyons sur des partenariats établis, une expérience concrète en matière de prestation de services d'exécution de projets ainsi qu'une réputation d'excellence opérationnelle basée sur les normes internationales relatives aux meilleures pratiques.

« En se fondant sur son rôle traditionnel d'exécution de projets et d'achat de biens et services pour le compte de ses partenaires, l'UNOPS partage à présent ses connaissances approfondies afin de contribuer à compléter et renforcer les capacités nationales.

« Nous sommes ainsi en mesure de contribuer davantage aux résultats et au développement viable de nos partenaires. »

*Jan Mattsson,
Directeur exécutif de l'UNOPS*

Nos services consultatifs de gestion se fondent sur des engagements internationaux tels que la Déclaration de Paris, de même que sur nos valeurs fondamentales afin de promouvoir l'appropriation et le renforcement des capacités nationales.

L'UNOPS bénéficie d'une vaste expérience relative au secteur public dans les pays en voie de développement. Nos conseillers en gestion sont affectés individuellement ou en petites équipes et collaborent étroitement avec ceux de nos partenaires qui ont besoin de soutien.

Nous estimons que l'adaptation des meilleures pratiques internationales aux conditions locales et la collaboration avec nos partenaires constituent la meilleure manière de réaliser leurs aspirations, celles-ci consistant à entraîner des changements afin d'atteindre l'excellence opérationnelle.

Les mandats classiques consistent par exemple à :

- aider les gouvernements à renforcer les capacités en matière d'exécution de projets en améliorant les processus et en formant le personnel à différents niveaux. Cela peut consister par exemple à renforcer la capacité d'un département de travaux de génie civil en matière de construction de routes, ou celle d'un ministère de la Santé publique en matière de construction d'hôpitaux ou de centres de santé.
- aider les gouvernements à renforcer leurs propres capacités en matière d'achats publics et de gestion de la chaîne d'approvisionnement en améliorant les processus et en formant leur personnel. La coopération du Chartered Institute of Purchasing and Supply, partenaire stratégique de l'UNOPS, est l'un des moyens d'obtenir la certification des institutions ou la qualification du personnel.

Qualité

À l'UNOPS, la qualité est synonyme d'amélioration constante des services que les partenaires attendent de nous. Cela implique d'achever leurs projets dans les délais prévus, dans les limites du budget fixé et conformément à leurs attentes, mais également de veiller à ce que les résultats atteints profitent effectivement aux collectivités au sein desquelles nous travaillons.

L'année 2010 a vu notre organisation réaliser des progrès remarquables en matière de services de gestion répondant à des critères internationaux en termes de qualité, de rapidité et d'économie. En effet, nous avons renforcé nos contrôles financiers et de gestion, comme en fait foi l'opinion d'audit sans réserves dont nous avons fait l'objet pour l'exercice biennal 2008-2009. Par ailleurs, la confiance accrue de nos partenaires en nos services s'est traduite par une demande de services inégalée.

Conformément à notre Plan stratégique, nous poursuivons nos efforts en vue d'obtenir des certifications pour nos fonctions administratives de base, nos processus opérationnels et notre personnel de manière à garantir à nos partenaires des pratiques opérationnelles qui reflètent les normes internationales les plus exigeantes.

Certification ISO 9001



Ces efforts ont permis à l'UNOPS de devenir la première organisation onusienne à obtenir, en juin 2011, la prestigieuse certification ISO 9001 en matière de système de gestion de la qualité.

Dans le cadre du processus de certification, nous avons consigné nos pratiques opérationnelles fondamentales dans notre Système de gestion de la qualité et des pratiques. En 2011, lors de l'audit ISO 9001, nous avons été en mesure de démontrer que



Une campagne interne encourageant le recours aux processus dans le cadre des activités de gestion de la qualité.

Photo : UNOPS

nous suivons et perfectionnons constamment ces processus.

Nos processus de gestion de projets portent sur les modalités selon lesquelles nous nous accordons avec nos partenaires sur les services que nous fournirons pour leur compte. Ces processus décrivent la manière dont nous communiquons avec eux concernant la progression des travaux, de même que les systèmes en place auxquels recourir en cas de changements.

Nos processus d'approvisionnement nous permettent d'évaluer les résultats de nos fournisseurs dans le cadre de leurs contrats précédents avant de leur en attribuer de nouveaux. Les processus de ressources humaines, quant à eux, décrivent la manière dont nous veillons à ce que nos employés possèdent les compétences nécessaires à leur réussite professionnelle. Enfin, les processus financiers garantissent la viabilité

« Les meilleures pratiques introduites par des experts externes à l'ONU en matière de chaîne d'approvisionnement contribueront à l'efficacité des services de l'UNOPS. »

*Lodovica Longinotti,
Conseillère en coopération au développement, au nom du Directeur général pour la
coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères, devant le
Conseil exécutif, juin 2011*

financière de notre organisation, de même que la responsabilité et la transparence de nos opérations.

Certification des services d'approvisionnement



L'UNOPS s'est vu attribuer la certification du Chartered Institute of Purchasing and Supply (CIPS) en matière de politiques et de procédures d'approvisionnement. Il s'agit d'un acquis important,

l'UNOPS étant actuellement l'unique organisation onusienne à l'avoir obtenue. La certification CIPS atteste que l'UNOPS a en place des politiques, procédures et processus d'approvisionnement fiables, approuvés et contrôlés par une instance indépendante. En outre, l'UNOPS est la toute première organisation à avoir obtenu cette certification depuis l'introduction d'un volet consacré aux achats durables.

Nouvelles normes comptables

L'UNOPS adoptera les Normes comptables internationales pour le Secteur public (IPSAS) à compter du 1er janvier 2012. Ce passage à la méthode de comptabilité d'exercice fait suite à notre volonté de nous conformer à la résolution de l'Assemblée générale ayant approuvé l'adoption des normes IPSAS par les organisations du

système des Nations Unies. L'application des normes IPSAS nous permettra d'accroître notre transparence et notre responsabilité et de renforcer notre gestion financière en général.

Nouveaux contrats d'infrastructure

Les nouveaux contrats pour les travaux d'infrastructure sont basés sur ceux de la Fédération internationale des Ingénieurs-Conseils (FIDIC) et adaptés au contexte onusien de manière à établir des mécanismes clairs et souples applicables à des projets de toute envergure. Ces contrats ont été préparés grâce au soutien offert à titre gracieux par le cabinet juridique international DLA Piper.

Formation et la qualification du personnel

En 2010, 736 personnes ont participé aux activités de formation organisées par le Groupe de la Pratique des Ressources humaines. En ce qui concerne la gestion de projets, 252 membres du personnel ont réussi l'examen PRINCE2, soit 200 au niveau élémentaire et 52 au niveau pratique.

Par ailleurs, 83 membres du personnel participent à la formation externe en matière d'approvisionnement du Chartered Institute of Purchasing and Supply, et 37 autres à celle de l'Association of Chartered Certified Accountants.

Responsabilité



Le mandat de l'UNOPS a été réaffirmé lors de la 65^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2010.

Photo : Photo ONU/Devra Berkowitz

En décembre 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé notre « rôle central au sein du système des Nations Unies dans les domaines de la passation et de la gestion des contrats, ainsi que des travaux de génie civil et du développement de l'infrastructure physique, y compris en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités ».

L'éventail de partenaires à qui l'UNOPS peut offrir des services a été approuvé. Y figurent les Nations Unies et ses agences, fonds et programmes, de même que les institutions financières internationales, les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les fondations et le secteur privé.

En janvier 2011, le nom du Conseil exécutif a été modifié afin d'y inclure l'UNOPS dans son intitulé.

Une nouvelle structure de gouvernance pour l'UNOPS a également été approuvée, entérinant une série de décisions et de politiques élaborées par

le Conseil exécutif au cours des quatre années qui ont précédé et visant à accroître la responsabilité et la transparence de l'organisation.

Conformément à ces changements, depuis 2008, le Directeur exécutif dépend directement du Secrétaire général des Nations Unies et du Conseil exécutif. Il a en outre le pouvoir d'appliquer les Statut et Règlement du personnel des Nations Unies aux employés de l'UNOPS. Par ailleurs, depuis 2009, le Directeur exécutif est autorisé à signer des accords avec les gouvernements des pays hôtes, des accords de services directs en consultation avec un Coordinateur résident ou un Coordinateur de l'action humanitaire, ainsi qu'à nommer des représentants de l'UNOPS sur le terrain.

Le Règlement financier et les Règles de gestion financière, qui régissent la gestion financière de l'UNOPS, de même que le Plan stratégique 2010-2013, qui situe l'UNOPS au sein des Nations Unies et établit ses objectifs, figurent également parmi les décisions clés du Conseil exécutif ayant contribué à la transformation de notre organisation.

Transparence



The screenshot shows the UNOPS website interface. At the top right is the UNOPS logo. Below it is a search filter section with the text 'Filter by country, partner and funding source'. There are three input fields: 'Country: Sudan', 'Partner: [empty]', and 'Funding source: [empty]'. A 'Filter' button is to the right. Below the filter is a table of projects. The table has columns: Project ID, Project Name, Partner, Funding Source(s), Country, Start Date, End Date, Total Funded Amount (US\$), and Total Delivery (US\$). The table lists 10 projects in Sudan, including 'Community School Development and Construction Project in Southern Sudan', 'Construction of Two Dormitories in Lolaga Prison Training Centre', and 'Lakes State Stabilization Programme (LSSP)'.

Project ID	Project Name	Partner	Funding Source(s)	Country	Start Date	End Date	Total Funded Amount (US\$)	Total Delivery (US\$)
00077500	Community School Development and Construction Project in Southern Sudan	UNDP/MTTF (Multi-Donor)	DEPARTMENT FOR INTL DEVELOPMENT (DFID)	Sudan	Mar-16-2011	Dec-31-2013	21,425,656	0
00077799	Construction of Two Dormitories in Lolaga Prison Training Centre	UNODC (UNODC)	UN Office on Drugs and Crime (UNODC)	Sudan	Feb-13-2011	Dec-31-2012	3,133,600	264,329
00077183	Lakes State Stabilization Programme (LSSP)	UNDP/MTTF (Multi-Donor)	UNEP AS AA FOR JP PASS THROUGH (UNEP/CPAA)	Sudan	Dec-30-2010	May-31-2012	8,999,994	3,329,805
00077184	Eastern Equatoria Stabilization Programme (ESSP)	UNDP/MTTF (Multi-Donor)	UNEP AS AA FOR JP PASS THROUGH (UNEP/CPAA)	Sudan	Dec-30-2010	Jun-30-2012	1,405,673	272,663
00077238	Eastern Equatoria Stabilization Programme (ESSP)	UNDP/MTTF (Multi-Donor)	UNEP AS AA FOR JP PASS THROUGH (UNEP/CPAA)	Sudan	Dec-30-2010	Jun-30-2012	12,511,859	3,799,415
00075401	South Sudan Emergency Road and Airports Road Project	UNDOHA (DOHA)	MULTIPLE DONORS TO MTTF (Multi-Donor)	Sudan	Dec-01-2010	Nov-30-2011	1,941,500	1,002,440
00076763	Jonglei Stabilization Programme (JSP)	UNDP - Office of the Administrator (DOA)	UNEP AS AA FOR JP PASS THROUGH (UNEP/CPAA)	Sudan	Nov-15-2010	May-31-2012	14,947,900	5,786,303
00075013	Garfur Urban Water Supply Project	Govt of UK (UK-OFD)	DEPARTMENT FOR INTL DEVELOPMENT (DFID)	Sudan	Nov-01-2010	Dec-31-2012	6,976,403	1,600,695
00076296	Camp Construction Services for Sudan Refugees	United Nations Missions in Sudan (UNMS)	UNHCR (UNHCR)	Sudan	Sep-05-2010	Apr-11-2011	1,398,637	1,037,671

La page d'accueil de présentation des données relatives aux projets sur notre site internet www.unops.org, où les utilisateurs peuvent effectuer des recherches sur nos opérations en cours. Ces derniers peuvent cliquer sur des projets individuels pour accéder aux informations relatives à la description, aux dépenses ou aux partenaires du projet sélectionné. **Photo** : UNOPS

Nous avons introduit une politique en matière de divulgation de l'information visant à tenir les parties intéressées informées au sujet de nos activités.

La Déclaration de Paris de 2005 a engagé la communauté de l'aide humanitaire et du développement à améliorer l'accès aux informations afin d'assurer davantage de responsabilité. L'aide humanitaire constituera toujours une ressource précieuse mais limitée, c'est pourquoi il est essentiel de garantir efficacité et responsabilité pour assurer des résultats qui comptent.

En conformité avec la Déclaration de Paris, et en tant qu'administrateur de fonds publics, nous avons élargi le contenu de notre site internet en vue d'étendre le champ de nos publications. À présent, le public a accès à une plus grande variété de documents, d'accords, de descriptions de projets et de procédures d'achats relatifs à l'UNOPS.

Nous publions actuellement une liste, à travers des données faciles à utiliser, des dépenses liées aux projets, indépendamment de leur montant, accompagnée de descriptions détaillées de l'ensemble de nos projets partout dans le monde. Ces informations sont mises à jour quotidiennement et dépendent de considérations juridiques, opérationnelles et pratiques telles que des questions relatives à la sécurité.

En 2010, notre site internet (www.unops.org) a vu son nombre de visiteurs augmenter régulièrement. En moyenne, 70 000 personnes par mois ont consulté son contenu, contre 59 000 en 2009. En outre, grâce au lancement du site sécurisé « Centre de Partenaires », nos partenaires bénéficient d'un accès permanent aux documents de projets et à des informations financières récentes.

Harmonisation au sein des Nations Unies

Comme le précise notre Plan stratégique, l'harmonisation au sein des Nations Unies figure parmi les valeurs clés de l'UNOPS. En effet, en tant que partenaire du système, nous adhérons à des règles de base axées autour du principe de partage, et contribuons au fonctionnement de la structure tout entière. L'UNOPS répond au principe de cohérence au sein de l'ONU à travers sa contribution aux Objectifs des Nations Unies et à travers le renforcement de ses capacités opérationnelles.

Contribution aux Objectifs du millénaire pour le développement

Le huitième Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) constitue un cadre de collaboration pour l'ensemble de la communauté internationale en vue de lutter contre l'extrême pauvreté et de façonner un monde plus sûr, plus prospère et plus équitable.

L'UNOPS soutient activement les OMD à travers de nombreux projets individuels soutenant eux-mêmes plusieurs objectifs. En 2010, l'UNOPS a fourni à ses partenaires des services qui ont contribué à la l'ensemble des huit objectifs. Voyez ci-dessous quelques exemples de projets.

Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



Exemple : L'UNOPS soutient le Groupe régional d'Assistance technique (Regional Unit for Technical Assistance - RUTA), un projet d'aide technique financé par plusieurs donateurs. Son but est de favoriser le développement rural et de réduire la pauvreté rurale en Amérique centrale.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous



Exemple : En Indonésie, un projet de l'UNICEF mis en œuvre par l'UNOPS a permis de terminer la construction de 225 écoles primaires dans la province d'Aceh et Nias Island. Ces écoles

ont permis d'améliorer la qualité de l'éducation et d'augmenter le nombre d'inscriptions à l'école primaire tout en réduisant le taux de déscolarisation précoce en Indonésie.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes



Cet objectif figure également parmi les objectifs transversaux de l'UNOPS.

Exemple : Le Programme de conservation de la nature en Afghanistan, rassemblant plusieurs agences et financé par de multiples donateurs, est mis en œuvre par l'UNOPS. Il a pour but de préserver les ressources naturelles et d'assurer des emplois aux rapatriés, aux personnes déplacées internes, aux femmes et aux ex-combattants grâce à des activités à forte intensité de main-d'œuvre. Ce programme a permis de créer plus de 100 000 jours de travail rémunéré pour des femmes.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile



Exemple : L'UNOPS soutient l'Initiative de Partenariat Indo-Norvégien (Norway India Partnership Initiative - NIPI), lancée en 2006 par les gouvernements indien et norvégien dans le but de combattre la mortalité infantile en Inde causée par la malnutrition, la dysenterie due à l'insuffisance des installations sanitaires et les maladies qu'il est possible de prévenir grâce à des vaccins. L'UNOPS agit en tant que secrétariat, gère le réseau de ressources relatives à la santé infantile et remplit la fonction d'Agent local du fonds auprès des États cibles.

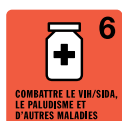
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle



Exemple : L'UNOPS collabore avec USAID depuis 2006 dans le cadre d'un Accord de Coopération visant à mener à bien le Programme d'infrastructure

accélérée au Soudan. Ce programme a permis de réhabiliter des centres de soins de santé délabrés afin d'améliorer les soins apportés aux mères et aux enfants et de réduire leur taux extrêmement élevé de mortalité.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies



Exemple : L'UNOPS remplit la fonction d'administrateur des fonds pour le Three Diseases Fund au Myanmar.

La Commission européenne et les gouvernements de l'Australie, du Danemark, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède contribuent à ce fonds commun. Ce programme constitue un instrument de financement simple et transparent des activités visant à réduire la transmission du VIH et du sida, de la tuberculose et du paludisme et permet d'améliorer les soins et les traitements en garantissant l'accès aux médicaments essentiels et aux services adéquats.

Objectif 7 : Assurer un environnement stable



Cet objectif figure également parmi les objectifs transversaux de l'UNOPS.

Exemple : Le projet TRIDOM

(Tri-national Dja-Odzala-Minkébé), géré par le PNUD-FEM vise à réduire les menaces actuelles, à combiner les activités de préservation de la nature et de développement et à maintenir les écosystèmes de neuf aires protégées complexes s'étendant sur trois pays au sein du Bassin du Congo.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement



Exemple : Le Cadre intégré renforcé (CIR) est une initiative commune conçue dans le but de réduire la pauvreté et d'améliorer l'accès aux marchés au sein

des 50 Pays les Moins Avancés. Ce partenariat rassemble la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du Commerce, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, le Centre du commerce international et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Améliorer la capacité des Nations Unies à travers des services communs

L'examen triennal complet des activités opérationnelles des Nations Unies a appelé tous les organismes de l'ONU à coordonner leurs activités au niveau national, à harmoniser leurs pratiques et à réduire leurs coûts de transaction. Ces objectifs représentent pour l'UNOPS une opportunité de contribuer à l'efficacité du système de l'ONU en termes de résultats.

En 2010, L'UNOPS a assuré un éventail de services communs pour d'autres agences des Nations Unies. Ainsi, l'UNOPS a construit ou restauré 21 bâtiments des Nations Unies, géré près de 1000 contrats dans toute l'Asie pour le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, et aidé à la conception respectueuse de l'environnement du nouveau centre régional d'Amérique latine et des Caraïbes dans la ville de Panama.

L'UNOPS a également fourni des services communs d'approvisionnement pour les Nations Unies en 2010. Grâce à UN WebBuy, notre organisation a acheté pour près de 67 millions de dollars de biens pour le compte d'autres organisations des Nations Unies, dont 2029 véhicules tels que des voitures, des véhicules blindés et des ambulances.

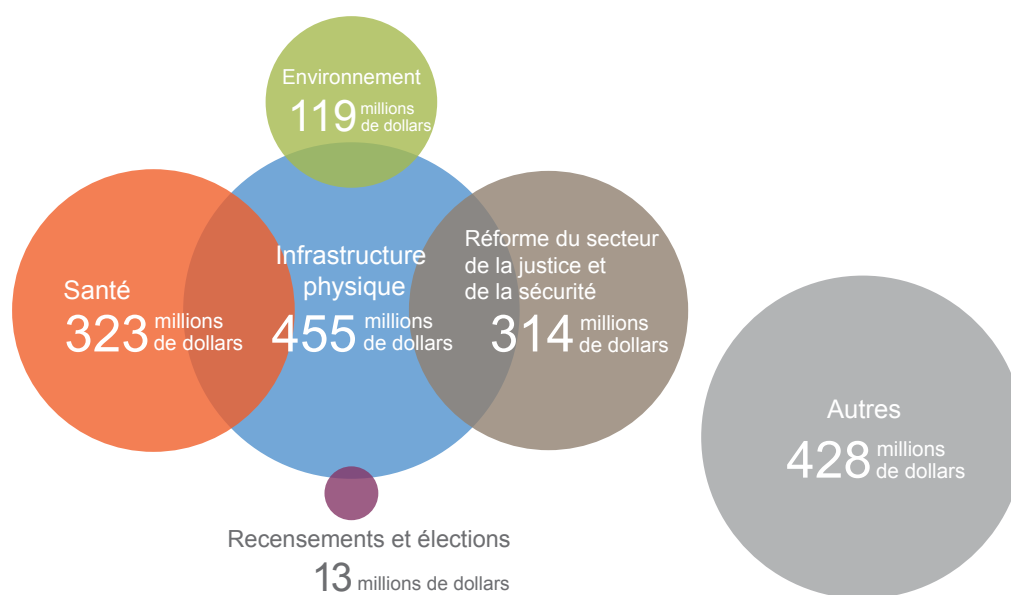
Nous avons également appuyé 24 organisations des Nations Unies en hébergeant et améliorant le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Centre du commerce international et l'Organisation internationale du travail, l'UNOPS a développé des directives d'achats durables pour l'acquisition de biens et services communs.

L'UNOPS rédige également le Rapport statistique annuel sur les activités d'achats du système des Nations Unies ainsi que le supplément thématique qui l'accompagne, consacré en 2010 aux achats des pays en développement et des économies en transition, et en 2011, aux achats visant à soutenir les OMD.

Nos domaines clés

Les domaines clés de l'UNOPS, autrement appelés les pratiques de soutien à la mise en œuvre, apportent un soutien relatif aux domaines dans lesquels son expérience est reconnue et où il est en mesure de renforcer les capacités opérationnelles de ses partenaires. Actuellement, ils sont au nombre de cinq : l'infrastructure physique, la santé, l'environnement, la justice et la réforme du secteur de la sécurité, et le recensement et les élections.

Valeur du travail selon les dépenses d'exécution pour chaque domaine clé (ISP)



En 2010, l'infrastructure physique a été la pratique en matière de soutien à la mise en œuvre la plus représentée, totalisant 36 pour cent de l'ensemble des prestations de services de l'UNOPS. La santé et la justice et la réforme du secteur de la sécurité en ont représenté 25 pour cent chacune, l'environnement 9 pour cent et les recensements et élections 1 pour cent. Toutefois, dans bien des cas, le portefeuille de projets de l'UNOPS dans le domaine de l'infrastructure physique chevauche les activités d'autres pratiques de soutien à la mise en œuvre. À titre d'exemple, la construction d'hôpitaux relève également de la thématique de la santé.

Les spécialistes de l'UNOPS permettent à ses partenaires de bénéficier de leur expertise relative à ces domaines clés dès le début des projets afin de garantir des résultats qui répondent aux normes internationales les plus exigeantes et aux valeurs de l'ONU.

Les travaux ne relevant pas de l'infrastructure ni des autres pratiques et qui représentaient une part significative de nos dépenses portaient pour l'essentiel sur le développement rural et l'éducation et incluaient souvent d'importants volumes d'achats.



La Haute Cour du district péruvien de La Libertad, qui fait partie du projet d'infrastructure mis en œuvre par l'UNOPS pour le compte du système judiciaire péruvien et du PNUD. **Photo** : UNOPS/Aida Ariño-Fernández

L'infrastructure physique

L'infrastructure physique représente notre domaine d'activité le plus important. L'année dernière, ses activités ont représenté 36 pour cent de nos exécutions de projets en 2010. Notre mandat, défini par l'Assemblée générale, confirme notre statut de ressource centrale pour les Nations Unies en ce qui concerne les activités liées à la construction. Nous bénéficions de l'expérience et de la capacité nécessaires à la gestion de projets de toute envergure, allant d'initiatives à l'échelle communautaire à des programmes de construction dont les coûts s'élèvent à plusieurs millions de dollars.

Nous possédons de l'expérience, entre autres, en matière de construction ou de réhabilitation de routes, ponts, aéroports, écoles, hôpitaux, commissariats, prisons, centrales électriques, systèmes d'assainissement et d'alimentation en eau, tribunaux, centres de soins de santé d'urgence et d'installations au sein de camps de réfugiés. Nous nous assurons que les fonds de nos partenaires bénéficient en effet directement aux communautés grâce à nos techniques basées sur la main-d'œuvre, qui favorisent la création d'emplois et garantissent des sources de revenus.

Nous avons recours aux techniques de construction durable les plus récentes et accordons la plus grande importance à la conception des constructions. Nous proposons à nos partenaires partout dans le monde des services professionnels et économiques de conception et de documentation de projets grâce à notre Unité de Conception d'infrastructure physique. Nous avons également signé un accord de partenariat avec la société internationale d'architecture et de génie civil Arup qui propose des échanges basés sur le partage de normes, d'outils et de personnel. En outre, nos autres accords à long terme avec des spécialistes internationaux nous permettent de rapidement nous mobiliser sur les sites des projets. Nos contrats pour travaux se basent sur ceux de la Fédération internationale des Ingénieurs-Conseils (International Federation of Consulting Engineers - FIDIC) et sont adaptés aux conditions d'application dans le cadre des Nations Unies. Ils fournissent ainsi des mécanismes clairs et flexibles qu'il est possible d'adapter à des projets de toute envergure. L'une des sociétés les plus importantes au monde, DLA Piper, fournit un soutien continu à titre gracieux au personnel de l'UNOPS dans le cadre de l'application de ces contrats.



Une ASHA (Accredited Social Health Activist) bénéficie d'une formation en vue d'aider les habitantes locales tout au long de leur grossesse ainsi que les enfants, dans le cadre de l'Initiative de Partenariat Indo-Norvégien (Norway India Partnership Initiative - NIPI). L'UNOPS agit en tant que secrétariat, gère le réseau de ressources relatives à la santé infantile et remplit la fonction d'Agent local du fonds dans les états du Bihar, du Madhya Pradesh, d'Orissa, du Rajasthan et d'Uttar Pradesh.

Photo : UNOPS/Dixie

La justice et la réforme du secteur de la sécurité

En 2010, la Justice et la Réforme du Secteur de la Sécurité ont représenté environ 25 pour cent de nos projets. Nos projets relatifs à ce domaine favorisent la justice, la gouvernance, l'état de droit, le déminage ainsi que la démobilisation et la réintégration des anciens combattants.

Ce domaine clé, anciennement appelé ordre public et sécurité, a été rebaptisé afin de refléter de manière plus adéquate le champ de nos activités et de se conformer aux programmes conçus par nos partenaires dans ce secteur.

Le rétablissement de la sécurité est une condition essentielle à la paix et au développement durables. Nous sommes en mesure d'aider nos partenaires à rétablir les états à travers la construction de l'infrastructure nécessaire à la préservation de l'état de droit, de même qu'à travers la défense des droits de l'homme et l'amélioration de l'accès à la justice. Nos experts peuvent, dès l'étape de la conception, apporter des conseils détaillés afin de garantir que nos partenaires bénéficient de projets conformes

aux normes de l'ONU et qui répondent au principe de renforcement de la capacité nationale.

Depuis 2007, nous avons assuré des services opérationnels auprès du Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM/UNMAS) – voir [page 31](#).

La santé

La santé, notre second domaine clé en 2010, a représenté 25 pour cent de la totalité de nos activités. Nous proposons des conseils d'experts et des services de gestion des infrastructures de soins de santé, dont la construction, la réhabilitation et l'équipement d'hôpitaux, de cliniques, de laboratoires médicaux et d'entrepôts pour le compte de nos partenaires, parmi lesquels figurent l'Agence australienne pour le développement international, l'Agence canadienne de développement international, le Fonds des Nations Unies pour la population et la Banque mondiale.

Pour le compte de nos partenaires, dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et plusieurs gouvernements nationaux, nous avons en outre contribué aux résultats de projets d'approvisionnement de grande envergure pour l'achat de matériel comme des produits pharmaceutiques, d'ambulances et autres articles sanitaires.

En partenariat avec le Fonds mondial, nous fournissons des services de suivi et d'évaluation des activités, proposons des conseils relatifs aux risques pouvant menacer la réussite des programmes visant à lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans 14 pays, et assurons l'utilisation des subventions sur le terrain au Myanmar.

L'environnement

En 2010, les projets directement liés à l'environnement ont représenté 9 pour cent de l'ensemble des nos activités. Par ailleurs, 35 pour cent des projets soutenus par l'UNOPS visaient d'une manière ou d'une autre à améliorer la préservation de l'environnement, essentiellement en garantissant l'utilisation durable des ressources naturelles, en introduisant des techniques de construction durable ou en encourageant le recours aux énergies renouvelables.

Nos principaux projets relatifs à l'environnement visent à inverser le phénomène de dégradation de l'environnement, préserver l'écosystème, atténuer les risques environnementaux, sensibiliser l'opinion publique et favoriser l'amélioration de la gestion des ressources.

Nos experts en matière de mise en œuvre environnementale apportent leur aide aux processus de conception et d'exécution de ces projets. Ils fournissent également des conseils afin de renforcer l'aspect durable des projets dont les activités ne touchent pas spécifiquement à l'environnement.

Notre groupe d'actions thématiques relatif aux Eaux internationales est spécialisé dans l'exécution de projets visant à empêcher et renverser le phénomène de dégradation des systèmes aquatiques transfrontaliers, dont les fleuves traversant plusieurs pays, ainsi que les grands écosystèmes maritimes tels que les océans, les bassins fluviaux et les ressources souterraines communes.

Parmi les collaborations à long terme ayant porté leurs fruits figure notre soutien au Programme de microfinancements du PNUD-FEM, qui accorde des subventions à des organisations non gouvernementales et communautaires dans des pays en développement afin de les aider à lutter contre le changement climatique, préserver la biodiversité, protéger les eaux internationales, réduire les effets des polluants et empêcher la dégradation des sols.

Les recensements et les élections

En soutien aux efforts considérables de nos partenaires en matière de développement, dont le FNUAP, le PNUD et la Division de l'assistance électorale du Département de l'ONU des affaires politiques, nous avons assuré pour plus de 13 millions de dollars de services opérationnels dans le domaine des recensements et des élections. Nous avons démontré notre capacité à fournir des services efficaces pour la réussite d'opérations de recensement dans des contextes les plus difficiles au monde, à travers l'apport rapide et flexible d'un soutien opérationnel et logistique, ainsi que de



Des pêcheurs dans l'aire protégée par le projet Tri-national Dja-Odzala-Minkébé (TRIDOM), dans le Bassin du Congo. Ce projet, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial, est exécuté par le PNUD et géré par l'UNOPS. **Photo** : UNOPS/Robbert Bekker

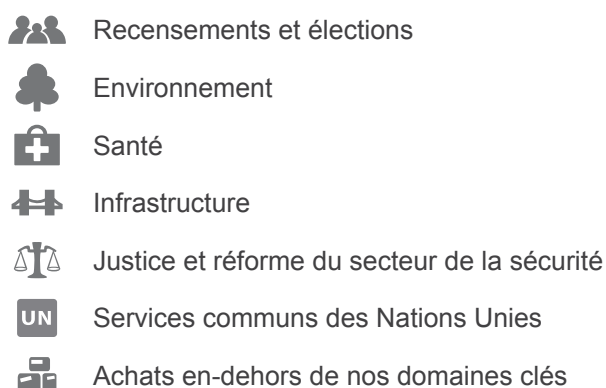
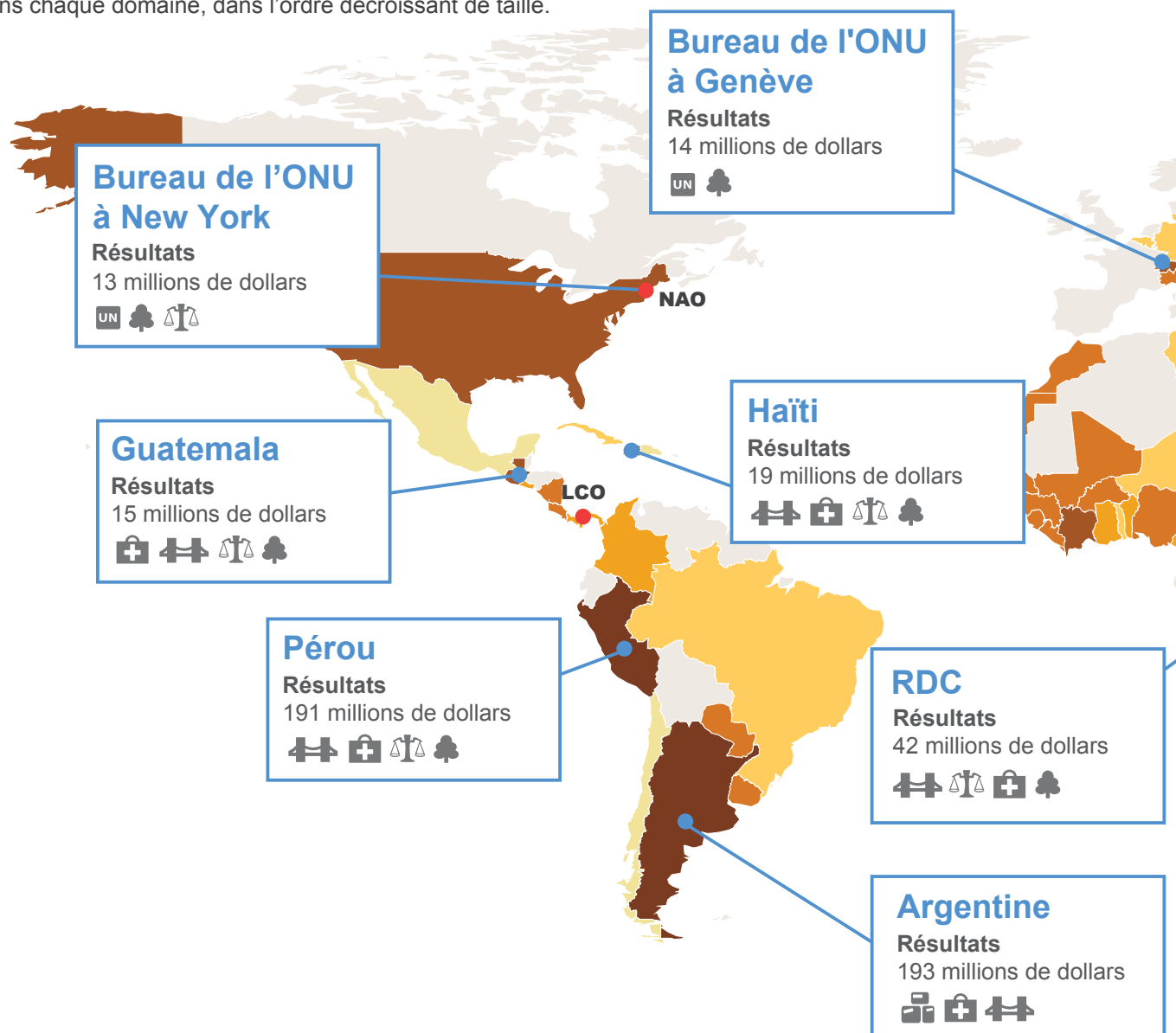
services de gestion de fonds d'affectation spéciale auprès de nos partenaires.

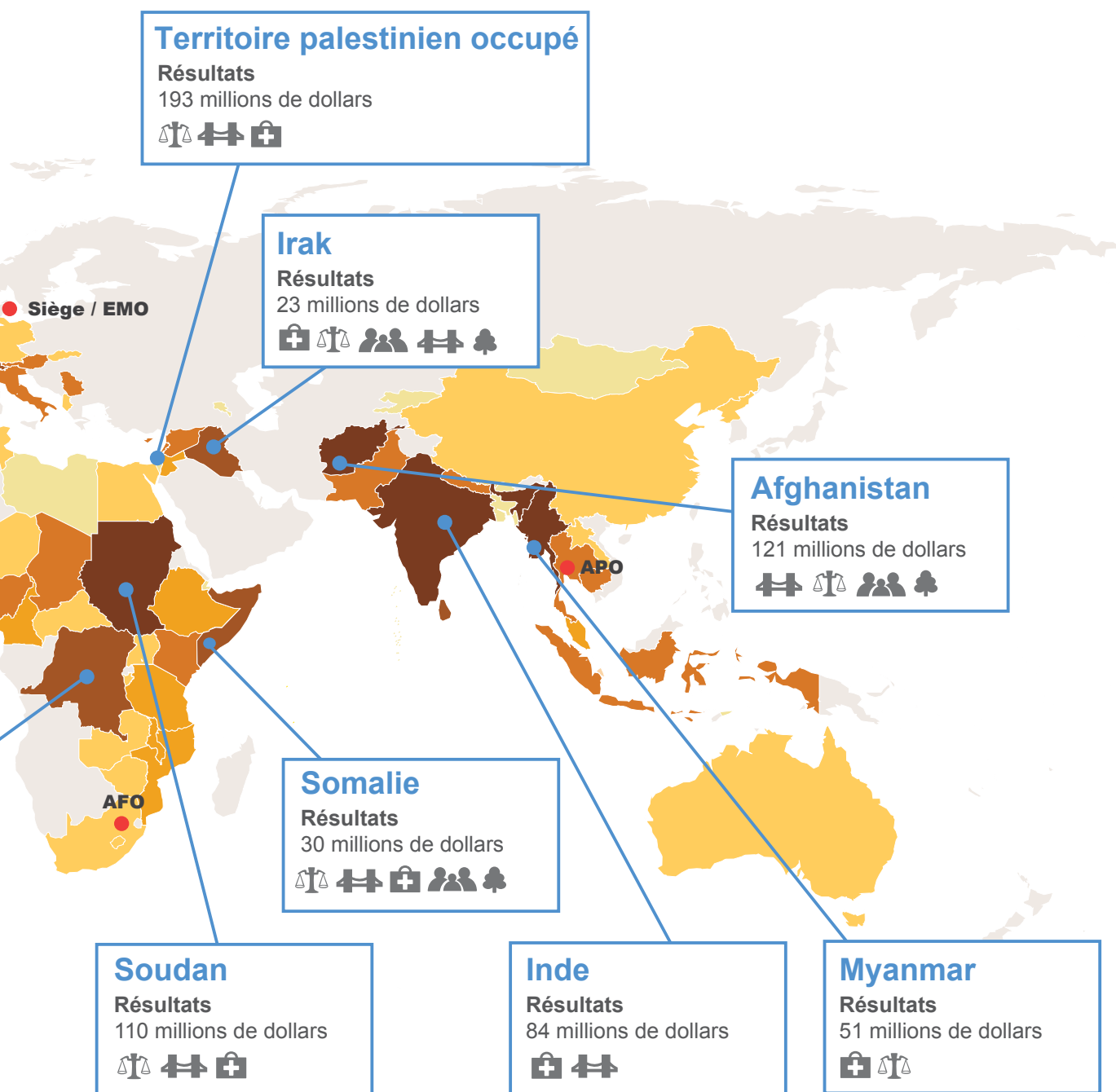
Nous avons joué un rôle essentiel auprès de nos partenaires en les aidant à soutenir l'organisation d'élections libres et justes partout dans le monde, facilitant ainsi la transition vers la démocratie et encourageant la transparence au sein du secteur public. L'excellence dont nous faisons preuve en matière de gestion de projets, notre capacité à mettre en œuvre des activités d'approvisionnement de grande envergure tout en respectant les délais, ainsi que notre expertise reconnue en termes d'infrastructure ont fait de nous les partenaires d'exécution indispensables des missions de l'ONU et des missions d'observation des élections de l'Union européenne. En 2010, nous avons soutenu des élections ou des activités visant à renforcer la démocratie en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Irak et au Soudan.

Où l'UNOPS œuvre

L'UNOPS assure ses services via son siège mondial à Copenhague, au Danemark, son réseau décentralisé de cinq bureaux régionaux et plus de 20 centres de projets et centres d'opérations.

Cette carte montre le nombre d'opérations mises en œuvre dans le monde, classées en fonction du pays dans lequel les projets sont livrés*. Les icônes associées aux domaines clés représentent le type de travail effectué dans chaque domaine, dans l'ordre décroissant de taille.





Siège : Siège à Copenhague

AFO : Bureau régional pour l'Afrique - Johannesburg

APO : Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique - Bangkok

EMO : Bureau régional pour l'Europe et le Moyen-Orient - Copenhague

LCO : Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes - Panama

NAO : Bureau régional pour l'Amérique du Nord - New York

*Environ 10 pour cent des projets de l'UNOPS, notamment ceux contribuant à la lutte contre le changement climatique ou ceux favorisant la coopération Sud-Sud, sont livrés dans plusieurs pays. Par conséquent, ils ne sont pas représentés sur cette carte.

Nos résultats opérationnels

Durant la période 2010-2013, ce sont nos quatre objectifs généraux qui déterminent le travail de notre organisation. Nous les avons appelés « objectifs de contribution », dans la mesure où l'UNOPS contribue au travail et aux résultats de ses partenaires. Ce rapport présente les résultats opérationnels en les classant selon ces quatre objectifs de contribution, exposés ci-dessous.



Objectif 1 : **Consolidation de la paix et stabilité après les conflits**

En 2010, l'UNOPS a soutenu 925 projets pour le compte de ses partenaires. L'ensemble des résultats présentés ci-dessous se rapportent aux produits terminés en 2010 et représentent des parties de programmes de plus grande envergure et à plus long terme. Chaque exemple de projet, de la page 25 à la page 49, mentionne en détail les partenaires et donateurs du projet.



Objectif 2 : **Relèvement rapide des communautés touchées par les catastrophes naturelles**

L'UNOPS accepte les nouveaux engagements conformes à son mandat, ses valeurs et ses compétences essentielles tels que déterminés par son Plan stratégique et les décisions du Conseil exécutif qui y sont liées, ainsi que ceux qui respectent et soutiennent les objectifs des Nations Unies à l'échelle des pays.



Objectif 3 : **Capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux**

« L'UNOPS joue un rôle central au sein du système des Nations Unies dans les domaines de la passation et de la gestion des marchés, ainsi que des travaux de génie civil et du développement de l'infrastructure matérielle, y compris en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités. »



Objectif 4 : **Gestion durable de l'environnement et adaptation au changement climatique**

*L'Assemblée générale des Nations Unies,
56^{ème} session, décembre 2010*

Objectif 1 :

Consolidation de la paix et stabilité après les conflits

L'UNOPS est en mesure d'apporter une valeur ajoutée à presque chaque étape du processus de développement dans les pays affaiblis par des années de conflits, les conséquences de catastrophes naturelles, une pauvreté accablante et la dégradation de l'environnement, ou par plusieurs de ces éléments combinés.

Cette section analyse la manière dont l'UNOPS a permis à ses partenaires de mettre en place les conditions nécessaires à une paix et un développement durables en 2010 dans les pays fragiles et en situation d'après-conflit.

Les services de l'UNOPS visant à soutenir cet objectif incluent une réponse au problème des mines terrestres, des actions de consolidation de la paix, la construction ou la restauration d'infrastructures clés, la création de sources de revenus, des activités de gouvernance et une réforme du secteur de la sécurité, ainsi qu'un soutien au processus électoral.

En cas de situation d'après-conflit, les équipes de lutte antimines des Nations Unies sont souvent les premiers agents humanitaires sur le terrain afin de permettre à ceux qui prendront la relève de se déplacer en sécurité. [Voir page 31](#) pour des informations plus détaillées sur le travail de l'UNOPS en soutien au Service de la lutte antimines de l'ONU en 2010.

Consolidation de la paix

L'UNOPS a soutenu un ensemble d'initiatives de consolidation de la paix directes afin d'assurer aux États bénéficiaires la stabilité nécessaire à tout processus de reconstruction. À titre d'exemple, l'organisation a permis la création d'emplois pour des anciens combattants soudanais, pour le compte des gouvernements de l'Allemagne, du Canada, de la Norvège et du Royaume-Uni.

L'UNOPS a également œuvré directement à la réduction des tensions entre groupes armés, à travers, par exemple, la formation de 6406 membres de la police et des forces armées dans le cadre d'activités de renforcement de l'esprit d'équipe en Sierra Leone en vue d'apaiser les tensions existant entre ces deux groupes, pour le compte du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix.



L'UNOPS aide le SLAM/UNMAS et le PNUD à combattre la menace des mines terrestres et des restes explosifs de guerre dans plus de 30 pays partout dans le monde. Voir page 31 pour plus de détails. **Photo** : Équipe de lutte antimines de l'ONU



Plusieurs projets visant à rechercher des moyens de renforcer les capacités locales en matière de consolidation de la paix en vue d'initiatives futures étaient soutenus par l'UNOPS. Ces projets comprenaient des activités telles que des évaluations et des sondages à grande échelle.

Objectif 1 : résumé des activités en 2010



En 2010, l'UNOPS a construit ou réhabilité

- **1942** kilomètres de routes
- **26** ponts
- **11** écoles
- **9** centres de formation
- **43** stations de traitement des eaux usées
- **8** hôpitaux ou centres de soins de santé
- **4** tribunaux
- **30** commissariats
- **9** bâtiments de formation de la police
- **8** centres de détention
- **3** prisons
- **10 000** personnes formées
- **58** entités étatiques soutenues
- **29 000** observateurs et experts électoraux nationaux mobilisés
- **300 millions** de mètres carrés de terres déminés
- **16 000** 16 000 kilomètres de routes déminés
- **18 000** familles ont eu accès à des sources de revenus

À titre d'exemple, des cartes des conflits ont été établies au Libéria pour le projet « Sociétés déchirées par les conflits », une initiative conjointe rassemblant plus de 20 organismes des Nations Unies et donateurs.

Aide humanitaire

Dans des pays sortant d'un conflit, l'UNOPS a également été en mesure d'apporter un soutien humanitaire au sein de camps de secours ([voir page 29](#)). En République démocratique du Congo par exemple, pour le compte du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNOPS soutient un projet relatif à un centre de données qui a recensé l'année dernière plus de 100 000 personnes déplacées internes au sein de 42 camps dans le Nord-Kivu. Ce projet, qui a engagé presque exclusivement du personnel local, permet de rassembler des données qui serviront à la planification des activités humanitaires. Il permet également de contribuer à l'attribution de cartes de rationnement en vue d'aider les personnes déplacées dans le but de faciliter la distribution de l'aide par nos autres partenaires.

Reconstruction

L'UNOPS étant la principale agence en matière de services liés à l'infrastructure physique en contexte d'après-conflit, plus de la moitié des projets que nous avons soutenus et qui contribuent à l'Objectif 1 avaient directement trait à la construction en général. Lorsque les conditions le permettent, l'UNOPS combine les meilleures pratiques internationales aux connaissances et ressources locales telles que la main d'œuvre, le matériel de base et les petites entreprises. Le nombre de jours de travail créés ([voir page 7](#)) atteste de ce procédé.

L'UNOPS a soutenu la construction ou la remise en état de routes, de ponts et d'aéroports dans des environnements d'après-conflit, améliorant ainsi l'accès tout au long de l'année aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés pour le compte d'un ensemble de partenaires.

Pour contribuer au relèvement des communautés touchées par des conflits, l'UNOPS a également concentré son action sur l'amélioration de ces services sociaux, à travers la construction ou la réparation de systèmes de traitement des eaux, de cliniques, d'hôpitaux et de banques du sang. En Irak par exemple, grâce au financement du Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour l'Irak alloué au ministère de la Santé, l'UNOPS a œuvré à l'amélioration de la réponse du



Un membre de l'équipe du centre de rassemblement des données, recruté localement dans le cadre du projet pour les personnes déplacées internes au Nord-Kivu, en RDC, enregistre un nouvel arrivant. Ce projet est mis en œuvre pour le compte du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. **Photo** : UNOPS/Laura Church

« Les blessés pourront dorénavant bénéficier de soins préhospitaliers sur les lieux de l'accident ou dans l'ambulance grâce à la formation du personnel paramédical. Ils pourront, en outre, arriver plus rapidement à l'hôpital grâce à une meilleure coopération et davantage de communication et d'efficacité. »

Dr Mohammed, traumatologue et médecin généraliste, au sujet du projet financé par la Banque mondiale et soutenu par l'UNOPS visant à améliorer la capacité d'intervention d'urgence sanitaire au sein du gouvernement régional du Kurdistan

gouvernement régional du Kurdistan aux urgences sanitaires. L'UNOPS contribue à la construction ou à la réparation de banques du sang ou de centres de coordination des urgences, tout en participant à l'achat d'ambulances et au recrutement de personnel paramédical et de médecins en vue de mettre en place un système efficace de coordination des urgences.

L'UNOPS construit et réhabilite également des écoles pour ses partenaires. À titre d'exemple, quatre écoles primaires ont été construites au Soudan, grâce à des fonds du gouvernement italien. Ces écoles ont pour particularité d'aider les petites filles à aller au terme des quatre premières années de l'enseignement primaire.

Élections

En parallèle à la mise en place des services nécessaires à une paix et un développement durables, il est essentiel de favoriser la stabilité de l'État lui-même. La tenue d'élections justes et démocratiques constitue l'une des priorités de toute démarche visant à restaurer un système de gouvernance viable dans un contexte d'après-conflit. Cette activité, qui implique une organisation logistique de grande envergure, représente l'un des domaines d'expérience de l'UNOPS. En 2010, l'UNOPS a apporté un soutien en matière de construction, de formation et d'approvisionnement à des activités visant à renforcer la démocratie au Soudan, en Irak et en Côte d'Ivoire. Plus de 29 000 experts et observateurs électoraux ont été mobilisés. La plupart d'entre eux étaient en Irak dans le cadre du projet mené par l'Équipe d'assistance électorale de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak financé par l'Union européenne et d'autres donateurs via le Fonds d'affectation spéciale pour l'Irak du Groupe des Nations Unies pour le développement.

En Côte d'Ivoire, l'UNOPS a organisé le soutien logistique aux élections présidentielles et a ainsi permis à presque six millions d'électeurs de voter dans le cadre des premières élections démocratiques depuis les conflits politiques qui ont commencé en 2002. L'UNOPS a réalisé ces activités pour le compte de la Commission électorale indépendante et de partenaires dont le PNUD, l'Union européenne et la mission locale des Nations Unies.



« Nous estimons que le soutien que l'UNOPS a apporté au centre de rassemblement des données pour les personnes déplacées a permis d'améliorer considérablement le travail du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Nord-Kivu en ce qui concerne les personnes déplacées vivant dans les camps, et, en fin de compte, aux habitants de la République démocratique du Congo en général. Nous sommes reconnaissants envers l'UNOPS pour l'appui constant qu'il nous a apporté dans le cadre de ce projet. »

*Masti Notz,
Directeur du Bureau auxiliaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Goma,
au Congo, au sujet du projet de l'UNOPS pour le centre de rassemblement de données relatives aux
personnes déplacées au Nord-Kivu*

L'UNOPS a également aidé la Mission des Nations Unies au Soudan à préparer le récent référendum grâce à la construction de cinq bases de soutien aux élections, toutes extrêmement isolées. Chaque base était constituée de six grandes tentes, de deux installations sanitaires, d'une cuisine, d'une clôture d'enceinte, d'une guérite et d'une pièce sécurisée. Toutes les constructions ont été effectuées par du personnel local et avec des matériaux produits ou fournis localement par la mission.

Justice

En 2010, l'UNOPS a aidé ses partenaires à réhabiliter certains États en construisant les infrastructures indispensables au maintien de l'état de droit, notamment des tribunaux, des commissariats, des centres de formation de la police, des centres de détention et des prisons. À titre d'exemple, un établissement pénitentiaire construit en République démocratique du Congo grâce à des fonds des Pays-Bas permet de réduire le nombre de détenus dans la prison actuelle de Goma, qui affichait un taux de surpeuplement carcéral de 800 pour cent.

Cette année, une part importante de nos activités en situation d'après-conflit était liée aux droits humains. En particulier, l'UNOPS met en œuvre le Programme pour la protection des détenus et des victimes de torture en Irak, en collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak. Ce programme venait achever de mener à bien des initiatives visant, par exemple, à soutenir deux centres de réhabilitation pour les victimes de torture, former 1328 personnes en matière de droits humains et permettre à 589 détenus de bénéficier d'une assistance juridique gratuite.

Gouvernance

Afin de promouvoir une paix durable, il est nécessaire que l'État soit stable et démocratiquement élu et qu'il ait la capacité de répondre aux demandes conflictuelles de manière pacifique.

L'UNOPS a travaillé en étroite coopération avec ses partenaires pour renforcer les capacités des organisations gouvernementales et non gouvernementales à travers la formation de près de 10 000 personnes dans divers domaines. L'UNOPS a également coopéré directement avec 58 entités étatiques. Ainsi, pour le compte de l'Union européenne, l'UNOPS a aidé les ministères de la Justice et de l'Intérieur de la Côte d'Ivoire à reconstituer les registres d'état civil.

Compte tenu du rôle important joué par la société civile en matière de développement, l'UNOPS a également contribué à tout un éventail de projets de soutien des organisations non gouvernementales et communautaires. Il a soutenu 180 organisations locales, dont 76 en Irak. Il s'agissait entre autre de l'appui au Projet d'autonomisation de la société civile iraquienne, financé par l'Union européenne, la Finlande et d'autres donateurs via le Fonds d'affectation spéciale pour l'Irak du Groupe des Nations Unies pour le développement.

Stimuler le secteur privé

En plus des activités génératrices de revenus évoquées précédemment, l'UNOPS a soutenu un ensemble d'actions visant à favoriser le dynamisme du secteur privé en Irak. Il a par exemple contribué à l'élaboration d'une nouvelle politique de l'emploi venant en aide aux groupes vulnérables – en partenariat avec l'Organisation internationale du travail et grâce au financement du Fonds d'affectation spéciale pour l'Irak du Groupe des Nations Unies pour le développement.



Une base de soutien au référendum construite par l'UNOPS pour le compte de la Mission des Nations Unies au Soudan dans le cadre de la préparation au référendum de janvier 2011 **Photo** : UNOPS

Étude de cas

3

Assister les personnes déplacées au Sri Lanka

En 2010, l'UNOPS a construit pour le compte d'un ensemble de partenaires des milliers d'abris provisoires pour les personnes déplacées en raison des conflits au Sri Lanka.

L'UNOPS a apporté un appui opérationnel et un soutien en matière d'infrastructure pour l'édification d'un camp à Menik Farm, dans le nord du Sri Lanka, et aux 250 000 réfugiés qui ont, à ce jour, quitté les camps et sont rentrés chez eux.

L'UNOPS a construit plus de 3600 abris temporaires et 3700 fosses septiques pour les personnes déplacées les plus vulnérables, notamment les femmes seules avec de jeunes enfants et les personnes handicapées physiques. Ces actions ont permis de réduire les risques sanitaires et les risques de violence à l'égard des femmes.

Ce travail a été effectué pour le compte d'un ensemble de partenaires, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH), les États-Unis, le Royaume-Uni, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).



L'UNOPS a mis en œuvre, pour le compte de donateurs multiples, la construction de cet abri temporaire visant à abriter une famille déplacée interne au Sri Lanka.

Photo : UNOPS



Étude de cas

4

Établir un lien entre agriculteurs et marchés au Libéria

La sécurité alimentaire dans les zones rurales du Libéria a été améliorée grâce à la remise en état de 35 kilomètres de routes permettant aux producteurs d'accéder aux marchés et la réhabilitation de 5 ponts. Ce projet est mis en œuvre dans le cadre d'activités du gouvernement du Libéria visant à réduire le taux de malnutrition et de pauvreté ainsi qu'à rétablir la paix et promouvoir la réconciliation.

Avant ce projet, les agriculteurs avaient difficilement accès au principal marché de la région, celui de Sanniquellie, notamment durant la saison des pluies. Au cours de la saison sèche, les femmes devaient marcher une demi-journée complète pour amener les produits de la ferme jusqu'au marché. Aujourd'hui, il suffit de 15 minutes pour parcourir le même trajet en mototaxi.

Ce projet a permis d'accroître la taille et l'importance du marché en créant des emplois et en augmentant les revenus des fermiers. Grâce à ce projet, les habitants ont plus facilement accès aux services clés, dont les écoles et les soins de santé, et les ambulances ont accès aux trois villes toute l'année.

En outre, la réparation d'un système d'irrigation à Gbidin, effectuée dans le cadre de ce projet, a permis d'augmenter le nombre de récoltes à deux par an.

Ce sont les communautés elles-mêmes qui étaient en charge de la sélection du personnel employé selon une méthode de rémunération du travail en espèces, afin de garantir la durabilité et l'appropriation du projet par les communautés locales. De plus, les matériaux et les outils de base nécessaires à la mise en œuvre du projet ont été fournis aux communautés pour l'entretien futur du projet.

L'égalité hommes-femmes comptait également parmi les priorités du projet. En effet, 30 pour cent du personnel employé dans le cadre



Des femmes vendent des légumes locaux sur un marché au Libéria. Des routes reliant les fermes aux marchés ont été réhabilitées par l'UNOPS pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement grâce à des fonds de la Commission européenne. **Photo** : PNUD

de la méthode de rémunération du travail en espèces étaient des femmes. La croissance du marché a permis d'augmenter la capacité des commerçantes de fruits et légumes à faire face à leurs dépenses domestiques de base. En outre, le projet avait prévu la construction d'un entrepôt pour le stockage des produits invendus entre deux journées de travail.

L'UNOPS a mis en œuvre ce projet pour le compte du PNUD, grâce à des fonds provenant principalement de la Commission européenne.

Service de la lutte antimines de l'UNOPS

En étroite collaboration avec le Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM/UNMAS) et le PNUD, l'UNOPS tente de remédier au problème des mines terrestres et des restes explosifs de guerre. Depuis plus de dix ans, l'UNOPS a fourni à ses partenaires pour plus de 500 millions de dollars de services liés à la lutte antimines.

L'UNOPS propose une gamme de services visant à aider ses partenaires à planifier, mettre en application, gérer et contrôler leurs projets et programmes de lutte antimines dans plus de 30 pays partout dans le monde.

En 2010, l'UNOPS a fourni des services liés au recrutement, à l'approvisionnement, aux contrats, au soutien opérationnel et technique, ainsi qu'aux questions légales et financières.

L'UNOPS a soutenu le SLAM/UNMAS dans ses activités d'aide directe à six missions de maintien de la paix des Nations Unies et à quatre programmes du SLAM/UNMAS, et dispensé des conseils techniques à quatre programmes financés par le PNUD.

Les programmes exécutés par l'UNOPS ont eu recours à diverses techniques de déminage (manuel, mécanique, neutralisation des explosifs et munitions dans les zones de combat, vérification et

déminage des routes, et destruction des stocks de munitions). Ce travail a consisté au déminage de plus de 300 millions de mètres carrés de terre et 16 000 kilomètres de routes afin de les rendre sûrs et exploitables pour les populations locales.

L'UNOPS a aidé le SLAM/UNMAS dans ses activités de sensibilisation aux risques liés aux mines auprès de plus d'un million de personnes. Ce travail s'est traduit par une réduction du nombre de victimes, le Népal, Gaza et la Somalie faisant respectivement état d'une diminution de 40 pour cent, 41 pour cent et 80 pour cent par rapport à 2009.

« De jeunes garçons nous ont raconté qu'ils avaient peur quand ils mènent leurs chèvres au pâturage en sachant qu'ils peuvent marcher sur un engin explosif. Des vieillards nous ont expliqué comment ils ont perdu leurs fils à cause des mines. Ils étaient tous heureux de savoir que grâce au travail de sécurisation des équipes de déminage, la communauté n'aurait plus à s'inquiéter. »

*Flora Sutherland,
Centre de Coordination de la lutte antimines en
Afghanistan, au sujet des entretiens avec les habitants
sur la sensibilisation aux risques liés aux mines*

Étude de cas

5

Des habitants locaux bénéficient d'une formation de déminage à Ghazni

Des habitants de la ville historique de Ghazni, en Afghanistan, bénéficient actuellement d'une formation visant à retirer les mines terrestres et restes explosifs de guerre, résultats de décennies de conflits. Ce programme permet la création de dizaines d'emplois garantissant la participation de la communauté au projet.

Il a permis de réduire le nombre d'accidents par mois de 81 pour cent depuis 2001, de déminer plus de 100 kilomètres carrés de terrains minés et de champs de bataille, et de détruire plus de 49 000 mines et un million de restes explosifs de guerre. Il a également permis de renforcer

la capacité de la population afghane à se réapproprier des terres exploitables auparavant menacées par les mines. L'UNOPS fournit des services de gestion de projet et de ressources humaines au SLAM/UNMAS, qui met en œuvre le projet aux côtés de l'Organisation pour le déminage et la réhabilitation de l'Afghanistan (OMAR - Organization of Mine Clearance & Afghan Rehabilitation).

Ce projet est financé par le gouvernement du Canada à travers le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage, géré par le SLAM/UNMAS.



Objectif 2 :

Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles

En 2010, l'UNOPS a aidé des communautés touchées par des catastrophes naturelles en soutenant un large éventail de projets de relèvement, de reconstruction et de gestion des catastrophes dans des pays tels qu'Haïti, l'Indonésie et le Pakistan.

L'UNOPS a soutenu des projets de construction ou de réhabilitation de routes, de cliniques et d'écoles dans les régions touchées par les catastrophes naturelles. Le plus souvent, l'UNOPS a géré directement les travaux de construction des routes. Dans d'autres cas, il a dispensé des services consultatifs. Il en a été ainsi par exemple en El Salvador pour un projet du PNUD visant à améliorer les infrastructures de transport endommagées par les tempêtes et les inondations.

La nature et la fréquence des catastrophes naturelles à grande échelle impliquent que les activités de l'UNOPS ne sont généralement concentrées que sur peu de pays à la fois. À des fins de clarté, ce chapitre traitera des résultats relatifs aux activités de relèvement et de reconstruction liées à des catastrophes naturelles spécifiques.

Relèvement après une catastrophe naturelle

Les inondations de 2010 au Pakistan

L'UNOPS travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement du Pakistan dans le cadre d'actions de soutien après les inondations ([voir page suivante](#)), mais la plupart des résultats atteints seront pris en compte dans le rapport de l'année prochaine.

Objectif 2 : résumé des activités en 2010



En 2010, l'UNOPS a construit ou réhabilité

- **243** kilomètres de routes
 - **5** cliniques
 - **18** écoles
 - **5** ponts
 - **5** ports
-
- **1,7 million** de journées de travail rémunéré (seulement 45 pour cent des projets ont pu évaluer le nombre de jours de travail créés)
 - **50 000** lampes à énergie solaire pour les camps
 - **27 000** foyers sensibilisés aux risques du choléra
 - **18** subventions ont été gérées afin de soutenir des activités d'atténuation des effets des catastrophes

« Il s'agit, de loin, du meilleur bâtiment de la communauté. Les enfants ont eu la possibilité d'apprendre comment les édifices modernes sont construits. Nous avons beaucoup appris. De nombreux habitants locaux ont participé aux travaux pour la construction de cette école. »

*Hezisokhi Hulu,
principal de l'école Hiliaurifa, dans le Sud de Nias,
en Indonésie, construite par l'UNOPS pour le
compte de l'UNICEF*

Relèvement après une catastrophe naturelle

Le séisme de 2010 en Haïti

L'UNOPS est actuellement engagé dans le cadre d'une large gamme d'activités d'urgence, de relèvement rapide et de reconstruction en Haïti. Ces activités comprennent la préparation de camps sécurisés pour personnes déplacées internes, la construction d'abris temporaires, l'évaluation des dommages structuraux, le nettoyage de canaux, la remise en état de routes, et la construction de maternités, d'écoles et d'un hôpital.

L'UNOPS a adopté une politique de « priorité à Haïti » afin de garantir que l'argent destiné à Haïti est bel et bien utilisé en Haïti dans le cadre de projets qui font tant que possible appel aux travailleurs et aux fournisseurs locaux.

L'UNOPS a donc établi un solide partenariat avec le ministère des Travaux publics afin d'assurer l'appropriation nationale du projet et le renforcement des capacités, ainsi que de favoriser la durabilité des activités et des produits ([voir page 35](#)).

L'UNOPS a également recouru à des procédures d'achats d'urgence pour aider ses partenaires à obtenir rapidement les produits essentiels dont ont besoin les personnes déplacées. À titre d'exemple, pour le compte de la Banque mondiale, l'UNOPS a organisé l'achat et la distribution de 50 000 lampes à alimentation solaire. Ces lampes réduisent la consommation de carburant, fournissent la lumière indispensable à l'exécution d'activités génératrices de revenus effectuées la nuit, et permettent aux enfants d'étudier le soir.

Étude de cas 6 Soutenir les femmes et les enfants après les inondations au Pakistan

Après les inondations de 2010, les activités d'un projet de promotion de la justice pour les femmes au Pakistan ont été en partie réorientées vers le soutien de 266 femmes chefs de famille hébergées dans des camps de secours.

Le projet « Gender Justice and Protection » (Justice et protection pour les femmes), d'un montant de 4,23 millions de dollars, gère un fonds de soutien d'initiatives locales prometteuses de lutte contre les abus commis à l'encontre des femmes.

Ce projet a permis de réduire la vulnérabilité des femmes touchées par les inondations à travers une évaluation de leurs besoins immédiats et la planification d'actions d'aide dans les régions où des relations ont déjà été établies avec des ONG locales.

Il s'agissait entre autres de l'achat et de la distribution de produits d'urgence tels que des tentes, de la nourriture, des ustensiles de cuisine, des produits antimoustiques, des produits antivenin et des tablettes de purification de l'eau.

Pour le compte du PNUD, l'UNOPS met en œuvre ce projet financé par le ministère du développement international du Royaume-Uni.



L'UNOPS, en collaboration avec plusieurs partenaires, contribue à l'amélioration de la vie de millions de Pakistanais touchés par les inondations en 2010.

Photo : UN Photo/UNICEF/Zak





Une session d'information au sujet des risques liés aux volcans en République démocratique du Congo. Ce projet mis en œuvre par l'UNOPS bénéficie du soutien de l'Union européenne, du Programme des Nations Unies pour le développement et des gouvernements du Luxembourg, du Royaume-Uni et de la Suisse. **Photo** : UNOPS

L'UNOPS a également soutenu un projet financé par la Suède, qui a envoyé l'an dernier des mobilisateurs communautaires dans 127 camps en Haïti. Grâce à eux, plus de 27 000 ménages ont bénéficié d'informations sur les moyens de lutter contre la propagation du choléra.

L'UNOPS a appuyé des projets axés sur le travail afin de fournir le plus d'emplois possible à la population haïtienne et en particulier aux femmes chefs de famille.

Reconstruction après une catastrophe naturelle

Le tsunami dans la région de l'océan Indien en 2004

Les conséquences dévastatrices du tsunami de 2004 se font encore sentir aujourd'hui. Pour le compte de l'UNICEF et du gouvernement indonésien, l'UNOPS a géré l'année dernière la construction de cinq écoles dans le pays selon de nouvelles normes parasismiques. Depuis le début de ce programme de grande envergure lié à la santé et à l'éducation, l'UNOPS a construit 225 écoles et 27 cliniques.

L'UNOPS a également soutenu la construction de cinq ponts et de cinq ports au Sri Lanka, pour divers partenaires dont les gouvernements espagnol et

grec et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Atténuation des effets des catastrophes

L'UNOPS a également renforcé les capacités locales d'atténuation des effets des catastrophes en assurant la formation directe de plus de 40 000 personnes. La grande majorité d'entre elles étaient des enfants de Goma, en République démocratique du Congo, qui ont appris le comportement à adopter en cas d'éruption du mont Nyiragongo.

L'UNOPS a géré un ensemble de subventions dédiées à l'atténuation des effets des catastrophes. Dix d'entre elles venaient en appui au rapport mondial d'évaluation du Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. Dans le cadre de projets d'atténuation des effets des catastrophes, l'UNOPS a organisé des activités générales à grande échelle. Par exemple, l'organisation a contribué à la formation en matière de réduction des risques de catastrophes pour des responsables d'organisations des Nations Unies ou d'ONG et des représentants des gouvernements d'Afrique de l'Ouest. L'UNOPS a effectué ces activités pour le compte de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, du BCAH et du PNUD.

Étude de cas 7

Évaluer les dommages subis par l'infrastructure après le séisme en Haïti



Un ouvrier haïtien marque le résultat de l'évaluation des dommages structurels subis par un bâtiment touché par le séisme dans le cadre d'un projet du ministère des Travaux publics financé conjointement par Dispositif mondial pour la réduction des effets des catastrophes et la reconstruction et la Banque mondiale. **Photo** : UN Photo/Marco Dormino

Des ingénieurs locaux ont procédé à l'évaluation des dommages subis par plus de 390 000 bâtiments après le séisme en Haïti en 2010, afin de planifier la reconstruction de la ville et permettre aux personnes déplacées de regagner leur foyer après le séisme.

Ces 400 ingénieurs ont été formés et certifiés conformément à la méthodologie ATC-20 de l'Applied Technology Council, une norme internationale d'évaluation. Ce projet a également permis la création d'une base nationale de données relatives à l'infrastructure.

Une fois leur état évalué, les bâtiments, qui comprenaient des maisons, des écoles, des commissariats, des commerces et des usines, ont été marqués de rouge (non sûrs), de jaune (sûrs après réparation) ou de vert (sûrs). L'UNOPS se base sur ces informations pour identifier les familles dont les maisons ont été détruites afin de leur fournir un abri temporaire sur le terrain qu'ils occupaient avant le séisme.

Des mobilisateurs communautaires ont travaillé de pair avec les ingénieurs afin d'assurer la

divulgaration d'informations vitales, la sensibilisation et la collecte de données auprès des ménages, des quartiers alentour et des camps au sujet des dangers liés à la vie dans des bâtiments endommagés.

Plus de 200 000 bâtiments ont été déclarés sûrs, permettant ainsi de fournir des abris potentiels à environ un million de personnes. Ce projet a également contribué à mettre en sécurité des milliers de familles qui vivaient dans des bâtiments dangereux.

L'UNOPS a collaboré avec le ministère haïtien des Travaux publics, des Transports et des Communications au renforcement des capacités et à l'exécution du projet. Non moins de deux millions de personnes ont directement bénéficié de ce projet. Ce dernier était financé conjointement par la Banque mondiale et le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement.

L'UNOPS continue de soutenir les activités de ce ministère en assurant la durabilité du projet et en établissant des normes de construction pour Haïti.



Objectif 3 :

Capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux

En 2010, l'UNOPS a appuyé le développement de l'économie locale et l'amélioration de l'accès aux services sociaux dans tous types de contextes. Cependant, par souci de clarté, nous n'examinerons dans cette section que les projets réalisés dans des régions qui n'ont pas été récemment touchées par un conflit (voir Objectif 1) ou une catastrophe naturelle (voir Objectif 2).

La même année, l'UNOPS a géré la construction d'infrastructures physiques, appuyé des initiatives de développement rural et acheté du matériel éducatif ou des produits médicaux en vue de soutenir la réalisation de l'Objectif 3.

Améliorer l'accès aux services sociaux grâce aux infrastructures

L'UNOPS a permis d'améliorer la vie des habitants de pays à revenu faible ou intermédiaire en soutenant des projets visant à faciliter l'accès aux services clés tels que l'éducation, les soins de santé et le système judiciaire.

Un ensemble de partenaires a fait appel à notre expertise en matière d'infrastructure pour la construction ou la rénovation de bâtiments tels que, entre autres, des écoles et des centres de soins de santé.

Au Zimbabwe par exemple, 35 centres de soins de santé ont été construits pour le compte du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et du PNUD. L'UNOPS a également poursuivi la construction d'installations techniques ainsi que la conception et la construction de laboratoires, tels que deux laboratoires de sécurité biologique mis en place en vue de lutter contre la grippe aviaire en Inde pour le compte du gouvernement.

Des initiatives liées à la santé, telles que l'amélioration de l'évacuation des eaux usées et de la gestion des déchets, ont également été mises en place par l'UNOPS. À titre d'exemple, nous avons construit un centre de recyclage en Serbie qui a permis de créer des emplois pour les communautés rom. Cette initiative a été réalisée pour le compte de l'OMS grâce à des fonds du gouvernement norvégien.

En outre, l'UNOPS a mis en œuvre des projets de construction ou de rénovation d'infrastructures nécessaires à la sûreté et la sécurité, comme des tribunaux. Ainsi, pour le compte de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), un tribunal a été édifié au Kenya dans le cadre d'un projet de lutte contre la piraterie.

Nous avons également construit plus de 50 kilomètres de routes au Pérou afin de faciliter l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux marchés.

Améliorer les services sociaux grâce à l'approvisionnement

Notre mandat, défini par l'Assemblée générale, confirme notre statut de ressource centrale pour les Nations Unies en ce qui concerne les activités liées à l'approvisionnement, nous permettant ainsi de proposer aux pays à revenu faible et intermédiaire des services de gestion de grandes quantités de biens au sein de leur chaîne d'approvisionnement.

Notre statut au sein de l'ONU, de même que nos systèmes de politiques transparents et fiables, nous permettent de fournir un ensemble de services utiles aux pays qui tentent d'assurer le maintien d'un système d'approvisionnement transparent, ouvert et juste.

Étude de cas 8

Assurer le contrôle de subventions en matière de santé pour le Fonds mondial

En 2010, l'UNOPS était l'Agent local du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans 14 pays.

Le Fonds mondial fait appel aux Agents locaux pour les services de contrôle des subventions à l'échelle des pays. Ces agents locaux fournissent des renseignements et émettent des recommandations indépendantes et professionnelles qui permettent au Fonds mondial de fonder ses décisions sur des informations sûres à chaque étape du cycle de vie d'une subvention. À ce titre, l'UNOPS a assuré un contrôle et une évaluation des activités indépendants, et conseillé le Fonds mondial au sujet des risques susceptibles de menacer la réussite des programmes.

En outre, en tant que principal bénéficiaire du Fonds mondial au Myanmar, l'UNOPS a élaboré et signé des accords relatifs aux subventions

afin de déterminer les modalités de distribution et d'exécution des 60,56 millions de dollars de fonds. À présent, l'UNOPS gère les subventions et fait appel à plusieurs bénéficiaires secondaires pour les services directs de prévention des maladies, de soins et de traitements auprès des patients.

Jusqu'à aujourd'hui, le Fonds mondial a investi 21,7 milliards de dollars dans 150 pays en vue de soutenir des programmes de grande envergure visant à lutter contre ces trois maladies. Grâce aux activités d'un vaste ensemble de partenaires, les programmes soutenus par le Fonds mondial ont permis de fournir des médicaments antirétroviraux à 3 millions de personnes, des traitements antituberculeux à 7,7 millions d'autres, ainsi que 160 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide pour prévenir les cas de paludisme.



Un collègue éducateur discutant avec un patient souffrant de la tuberculose dans une ville à la frontière entre la Chine et le Myanmar, dans le cadre du programme du Fonds mondial dans le pays, où l'UNOPS agit en tant que bénéficiaire principal. **Photo** : Fonds mondial



« J'apprécie beaucoup mon rôle de travailleuse sanitaire et sociale certifiée, en particulier lorsque j'aide des femmes qui sont mères pour la première fois. Elles ont parfois très peur et ont entendu tellement de superstitions qu'elles ne savent plus quoi croire. Notre travail nous permet de les rassurer et de les conseiller sur les bonnes choses à faire. »

Rita, une ASHA (Accredited Social Health Activist, c'est-à-dire une travailleuse sanitaire et sociale certifiée travaillant dans une structure villageoise), formée dans le cadre du Partenariat Indo-norvégien en Inde, soutenu par l'UNOPS

Dans l'ensemble, l'UNOPS a acquis environ 1,2 million de machines, pièces mécaniques ou articles pour soutenir le développement de pays à revenu faible ou intermédiaire. Le matériel fourni comptait 650 000 ordinateurs destinés à des activités éducatives pour des écoles en zones rurales et urbaines pour le compte du gouvernement argentin.

Outre notre soutien à l'éducation primaire de qualité pour tous, nous avons également fourni des services d'achats en vue de contribuer à faciliter l'accès aux médicaments et matériel médical vitaux.

L'UNOPS a organisé l'achat de milliers d'articles médicaux de haute technologie, tels que des appareils de radiographie numérique, pour plus de 70 millions de dollars au total, de même que 478 ambulances, pour le ministère de la Santé au Pérou, en Inde et en Argentine. Nous avons également acheté du matériel médical pour 25 unités de l'Institut de sécurité sociale du Guatemala pour le compte du gouvernement.

En 2010, nous avons également géré la chaîne d'approvisionnement et la distribution de 145 millions d'articles médicaux dont des préservatifs et des seringues. Par exemple, plus de 63 millions de seringues ont été distribuées en Inde et au Myanmar. Cette action visait pour l'essentiel à appuyer un projet de l'OMS, pour qui l'UNOPS a également distribué 73 millions de doses de vaccin contre le virus H1N1.

Objectif 3 : résumé des activités en 2010



En 2010, l'UNOPS a construit ou réhabilité

- **14** tribunaux
 - **2** sites de gestion des déchets
 - **5** écoles
 - **2** centres de formation
 - **35** centres de soins de santé
 - **12** laboratoires
-
- **7100** articles de matériel médical de haute technologie achetés
 - **478** ambulances achetées
 - **1,2 million** de pièces mécaniques achetées
 - **124 millions** d'articles médicaux achetés ou distribués
 - **800 millions** de doses de médicaments achetées
 - **100** événements organisés
 - **20** projets de promotion de la coopération Sud-Sud soutenus
 - **33 000** personnes formées

L'UNOPS a fourni plus de 800 doses de médicaments antipaludéens, antirétroviraux et antituberculeux, de même que d'autres médicaments et vaccins pour l'Argentine, l'Inde et le Paraguay.

Stimuler le développement

En ce qui concerne l'Objectif 3, l'UNOPS a fourni un ensemble de services de gestion des fonds, de surveillance fiscale et d'exécution des subventions, apportant ainsi son aide à la gestion de 471 subventions au total dans plus de 15 pays, dont des subventions soutenant les objectifs liés à la santé (voir page 37) et à la lutte contre la pauvreté. Par exemple, nous avons géré, pour le compte du



Des enfants à Madagascar qui maintiennent une bonne hygiène lors de la Journée internationale du lavage des mains, soutenue par le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, dont l'UNOPS sert d'hôte administratif et légal.

Photo : WSSCC/Tatiana Fedotova

PNUD, la distribution de 109 subventions à des communautés au Cameroun en vue de combattre le VIH-Sida grâce à un financement du Fonds monétaire international. Ce projet soutient fortement l'égalité hommes-femmes dans la mesure où 60 pour cent des bénéficiaires de ces microcrédits étaient des femmes.

Les projets soutenus par l'UNOPS au titre de l'Objectif 3 ont permis de former près de 30 000 personnes en 2010, notamment 12 000 agriculteurs, dont 6300 au Maroc.

Dans ce pays, l'UNOPS soutient le développement de la culture de l'olivier, de l'amandier et du figuier pour le compte du gouvernement, sur la base d'un financement de la Millennium Challenge Corporation.

Plus de 100 événements ont été organisés, notamment dans les domaines du commerce, de la santé et de la gouvernance. À titre d'exemple, 20 manifestations ont bénéficié de l'appui du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (le WSSCC), à qui l'UNOPS sert d'hôte administratif et légal, dans le but de renforcer l'accès aux installations sanitaires de base pour les 2,6 milliards de personnes qui en sont dépourvues. Par l'intermédiaire du Fonds mondial pour l'assainissement, le WSSCC est devenu un acteur

financier dans le domaine de la santé dans certains des pays les plus pauvres du monde. En 2010, le WSSCC a contribué à hauteur de 31 millions de dollars à des programmes en Inde, à Madagascar, au Malawi, au Népal et au Sénégal afin d'améliorer les conditions de vie de jusqu'à 23 millions de personnes dans les cinq années à venir.

L'UNOPS a également soutenu 20 projets de promotion de la coopération Sud-Sud. À titre d'exemple, pour le compte du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du PNUD, l'UNOPS a aidé des pays à revenu faible à partager leurs connaissances sur la génération de revenus à partir du pétrole. Pour le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UNOPS a comparé les meilleures pratiques en matière d'agriculture familiale de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Inde et de la République populaire de Chine.

Plusieurs projets avaient pour but de soutenir le développement rural en Afrique et en Asie, mais principalement en Amérique latine. Par exemple, l'UNOPS met en œuvre le Groupe régional d'Assistance technique (Regional Unit for Technical Assistance – RUTA), dont le but est de favoriser le développement en Amérique centrale. En 2010, le RUTA a mis en place une initiative encourageant les possibilités de financement visant à augmenter, entre autres, la production agricole.



Étude de cas 9 Développement d'infrastructures dans les régions rurales du Pérou

Le gouvernement régional de La Libertad, dans le nord-ouest du Pérou, s'efforce d'améliorer les conditions de vie dans les districts défavorisés en investissant dans les infrastructures et les équipements.

En 2010, l'UNOPS a soutenu la construction ou la réparation de 52 kilomètres de routes de campagne, de 4 écoles, de 5 centres de soins de santé ruraux, de 1 centre de formation destiné aux fonctionnaires et de 6 nouveaux réseaux d'approvisionnement en eau. Ces activités ont contribué à l'amélioration des soins de santé, de la sécurité, de l'éducation et des systèmes de communication dans les campagnes pour plus de 400 000 personnes.

L'UNOPS était chargé de la sélection et de l'engagement du personnel, de la supervision des travaux et de l'achat du matériel éducatif et médical pour le compte du gouvernement.

Ce programme a pour but de réduire le taux de maladies infectieuses dans les districts concernés, d'améliorer les liaisons entre les centres de production et les marchés et de réduire les coûts et le temps de transport des biens et des passagers.

Plus de 1500 articles ont été achetés pour améliorer les soins de santé dans les zones rurales, ainsi qu'un transformateur de puissance pour assurer l'accès à l'électricité dans un village de Calamarca. En outre, ces activités ont permis à des communautés isolées qui utilisaient auparavant des citernes d'eau et des fosses septiques de bénéficier d'un système de distribution d'eau potable et de systèmes d'évacuation des eaux usées.

L'UNOPS met en œuvre ce programme pour le compte du gouvernement régional et du PNUD.



Un géomètre travaillant sur une route rurale près du site archéologique de Huaca del Sol à La Libertad au Pérou, où l'UNOPS soutient les activités du gouvernement en matière d'infrastructure et d'approvisionnement dans la région rurale. **Photo** : UNOPS/Aida Ariño-Fernández

Objectif 4 :

Viabilité environnementale et adaptation au changement climatique

En 2010, l'UNOPS a contribué à la préservation de l'environnement de diverses manières. Nous avons aidé nos partenaires à mener à bien des activités d'adaptation au changement climatique, à remédier aux conséquences environnementales des catastrophes naturelles ou des conflits, à appliquer des solutions énergétiques durables, à gérer des subventions pour les communautés et à protéger la biodiversité, les eaux internationales et les zones vulnérables.

Les écosystèmes et les ressources naturelles s'étendent souvent sur plusieurs pays, ce qui n'incite pas ces derniers à les gérer de manière durable. Par conséquent, il est nécessaire de mettre en place des accords internationaux et des réponses coordonnées pour aborder des questions telles que le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité, la dégradation des sols et la pollution de l'air et de l'eau.

Partage des eaux internationales

L'UNOPS est souvent en mesure d'apporter son soutien lorsque le caractère mondial des questions environnementales nécessite une action internationale coordonnée. À titre d'exemple, nous exécutons 34 portefeuilles de projets portant sur les systèmes hydriques transfrontaliers. Ces projets sont financés par le FEM par l'intermédiaire d'agences d'exécution du FEM, notamment le PNUD, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ils concernent notamment les fleuves et bassins fluviaux traversant plusieurs pays, les mers et les océans, et les eaux souterraines partagées. Les projets de ce portefeuille aident les pays à coopérer et à partager leurs connaissances dans le but de réduire les contraintes écologiques provoquées, par exemple, par la surpêche et la pollution industrielle (voir page 42).

En 2010, 14 plans d'action stratégique de gestion durable des ressources transfrontalières ont été élaborés et approuvés. L'UNOPS a par ailleurs soutenu la mise en œuvre de 24 projets de démonstration qui aident, par exemple, les pays d'Afrique australe à identifier et réduire les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement en eau.

Faciliter le dialogue

Les réunions à haut niveau constituent également un outil d'adaptation au changement climatique. Nous avons contribué à 78 événements de ce type, organisant notamment au Brésil une conférence au nom du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD).

L'établissement d'un dialogue et de processus nécessaires au plan international de protection de l'environnement au plus haut niveau exige souvent l'adoption de nouvelles politiques. En 2010, l'UNOPS a soutenu des activités liées à 30 politiques ou lois environnementales, notamment en coopérant avec des pays en voie de développement pour renforcer leur capacité à élaborer des politiques visant à remédier au problème du changement climatique. Ces activités ont été réalisées pour le compte du PNUD, du PNUE, du FEM, de la Fondation Turner et des gouvernements suisse et norvégien.

Nous avons également aidé nos partenaires à partager leurs connaissances en soutenant 19 réseaux environnementaux, tant sur le plan international que local. Par exemple, grâce au financement des États-Unis et en collaboration avec le gouvernement afghan, l'UNOPS a aidé des villageois afghans à gérer leurs forêts de pistachiers de manière durable.



Étude de cas **10**

Préserver les ressources de la mer d'Arafura et de la mer de Timor

En 2010, 25 experts scientifiques ont parcouru quelques 2000 milles marins sur les mers d'Arafura et de Timor pour étudier la biodiversité de cette ressource naturelle fragile et précieuse.

Ces mers constituent un élément clé du Triangle de Corail qui fournit du poisson à plus de deux millions de personnes vivant à proximité des côtes en Indonésie, en Malaisie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, aux Îles Salomon et au Timor-Leste.

Un sondage de 17 jours a révélé de nouvelles informations relatives aux tranchées dans la mer de Timor, à la biodiversité de la mer d'Arafura, et aux facteurs responsables de la variabilité du climat et des écosystèmes.

Le programme d'Action pour l'Ecosystème des Mers d'Arafura et du Timor (Arafura and Timor Seas Ecosystem Action - ATSEA) évalue les menaces et les effets liés à la surexploitation et au changement climatique à l'échelle mondiale. À terme, il permettra de mettre en place une stratégie de gestion durable des mers.

Parmi les priorités de ce programme figurent la pêche illégale, non réglementée et clandestine, ainsi que la mise en place de sources de revenus

alternatives durables pour les habitants des côtes en vue de les dissuader d'avoir recours à de telles pratiques.

Ce programme est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial, mis en œuvre par le PNUD et exécuté par le Groupe d'actions thématiques de l'UNOPS pour les Eaux internationales.



Des membres d'une expédition étudiant la biodiversité dans le cadre du programme d'Action pour l'Ecosystème des Mers d'Arafura et du Timor (ATSEA) financé par le PNUD-FEM et exécuté par l'UNOPS. **Photo** : Handy Chandra

Nous avons par ailleurs aidé nos partenaires à rassembler un savoir-faire technique en soutenant 82 missions de recherche, dont une évaluation des ressources aquatiques au Ghana pour le compte du PNUE-FEM.

Traiter les conséquences des conflits et des catastrophes naturelles

La guerre et les catastrophes naturelles provoquent des dégâts environnementaux considérables et menacent les moyens de subsistance de beaucoup de personnes qui dépendent directement des ressources naturelles dans les pays en voie de développement. L'UNOPS soutient les activités

du Service des Situations post-confliktuelles du PNUE en Afghanistan, en Albanie, au Soudan et en ex-Yougoslavie en leur fournissant des services de gestion et d'approvisionnement, de même qu'à travers la conception de projets complexes de remise en état de l'environnement. En outre, l'UNOPS met en œuvre un projet financé par l'Union européenne visant à combattre et à inverser la dégradation de l'environnement dans le district d'Ampara au Sri Lanka à la suite du tsunami de 2004.

Préserver la biodiversité

L'UNOPS soutient la préservation de la biodiversité à travers la gestion d'aires et de paysages protégés, ainsi que d'autres initiatives régionales telles que le

projet Tri-national Dja-Odzala-Minkébé (TRIDOM) du PNUE-FEM, qui a pour but de préserver neuf aires protégées dans le bassin du Congo.

Au total, nous avons soutenu la préservation de parcs nationaux dans plus d'une dizaine de pays. Par exemple, pour le parc national Manda, au Tchad, l'UNOPS a mené à terme des travaux d'amélioration de 635 infrastructures en partenariat avec le PNUD et le FEM. Nous avons également aidé nos partenaires à renforcer les capacités des personnes en charge de la gestion des zones protégées afin qu'elles soient en mesure de préserver les espèces menacées et de promouvoir l'utilisation durable des ressources auprès des communautés locales.

Renforcer la capacité à gérer les ressources rares

L'UNOPS a collaboré étroitement avec les gouvernements et les communautés au renforcement des capacités des acteurs locaux à gérer les écosystèmes et les ressources naturelles de différentes manières. Nous avons géré la construction ou la remise en état de bâtiments de l'administration de l'environnement, dont la construction de bureaux gouvernementaux pour l'Institut congolais pour la Conservation de la Nature, en partenariat avec le PNUD et le FEM.

Nous avons également contribué au renforcement des capacités de gestion des ressources naturelles limitées en soutenant des ateliers ou des formations. À titre d'exemple, par l'intermédiaire du Groupe régional d'assistance technique (RUTA), mis en œuvre par l'UNOPS, et pour le compte de la Commission européenne et du PNUE, nous avons organisé un cours de formation sur la gestion des bassins versants destiné aux membres du personnel gouvernemental au Honduras et au Nicaragua. Quarante membres du personnel technique de différentes institutions et organisations de la société civile compétentes ont déjà pu suivre cette formation.

Dans l'ensemble, l'UNOPS a travaillé directement avec des gouvernements au renforcement de leurs capacités de gestion de l'environnement. L'UNOPS a par exemple contribué à préparer le Panama au changement climatique, en partenariat avec le PNUE et le PNUD, grâce au financement du gouvernement espagnol.

Lutter contre le changement climatique

Nous avons fourni des services à des initiatives liées à la lutte contre le changement climatique financées par le FEM, le PNUD et le PNUE, ainsi que d'autres donateurs. Parmi elles figurent des projets de renforcement des capacités et d'assistance technique qui aident les pays à

Objectif 4 : résumé des activités en 2010



- **27** bâtiments administratifs pour l'environnement construits ou réparés
- **28** sites de gestion des déchets construits
- **7** pays soutenus dans leurs activités de réduction des polluants produits par les centres de santé
- **34** projets portant sur les systèmes hydriques transfrontières exécutés
- **14** programmes d'action stratégique créés et approuvés
- **24** projets de démonstration mis en œuvre
- **30** politiques ou lois en matière d'environnement élaborés
- **78** réunions de haut niveau portant sur l'environnement organisées
- **120** ateliers ou formations sur la gestion des ressources mis en place
- **13** pays soutenus dans leurs activités de préservation d'aires protégées
- **30** pays soutenus dans leurs activités de renforcement de leurs capacités de gestion de l'environnement
- **19** réseaux environnementaux soutenus
- **4 000** projets de microfinancements gérés



renforcer leurs politiques, leurs pratiques et leurs cadres décisionnels en matière d'adaptation.

Nous soutenons par exemple, en partenariat avec le PNUD et grâce à un financement de base du gouvernement japonais, un projet qui aide 21 pays africains à ajuster leurs politiques nationales de développement de manière à inclure les risques et conséquences liés au changement climatique.

Soutenir l'action communautaire

L'UNOPS a rempli le rôle d'agent d'exécution pour le Programme de microfinancements (Small Grants Programme – SGP) du FEM, mis en œuvre par le PNUD. Ce programme traite les questions environnementales à l'échelle mondiale tout en contribuant à répondre aux besoins de la population (voir page 49). Il répartit le budget entre organisations communautaires et non gouvernementales afin de les aider à faire face au

changement climatique, à préserver la biodiversité, à protéger les eaux internationales, à réduire les effets des polluants organiques persistants et prévenir la dégradation des sols.

En 2010, l'UNOPS a assuré la gestion administrative et financière d'environ 4000 projets communautaires ainsi financés, dans plus de 120 pays. Ces initiatives d'ampleur limitée couvrent un large éventail de projets, comme des activités de protection du rhinocéros au Botswana, le lancement d'un système de location de vélos en Macédoine, des formations à l'utilisation de l'énergie solaire pour des femmes du Burkina Faso et la sauvegarde de la panthère de Perse, une espèce menacée en Iran.

Sur 4000 projets de microfinancements, 51 pour cent sont liés à la biodiversité, 26 pour cent au changement climatique, 17 pour cent à la dégradation des sols et 6 pour cent à d'autres problèmes environnementaux.

Étude de cas

11

Réduire les effets du changement climatique au Mali

Les communautés vivant sur les rives du lac Faguibine, au nord du Mali, bénéficient d'une formation sur la protection de l'environnement et les moyens de contrer les effets de la sécheresse consécutive à la baisse des précipitations et au niveau extrêmement bas des eaux du lac.

Le lac Faguibine était autrefois une zone humide florissante autour de laquelle s'épanouissaient des communautés de pasteurs et d'agriculteurs. La diminution des précipitations dans les régions qui nourrissent le lac ont mené à des sécheresses cycliques à travers toute la région du Sahel.

Le projet du PNUE permettra également de rééquilibrer l'écosystème menacé en évacuant 1,7 million de mètres cubes de vase afin d'améliorer la circulation des eaux dans le lac. L'UNOPS contribue au projet en mettant à disposition des ressources humaines et des services d'approvisionnement.

En 2010, 4000 arbres ont été plantés afin de stabiliser les berges de la rivière, plus de 1500

produits de sensibilisation tels que des affiches, des prospectus et des t-shirts ont été distribués et 12 ateliers organisés afin de renforcer la sensibilisation aux risques que présentent les activités humaines pour les zones humides.



Les communautés touchées par la sécheresse sont sensibilisées aux mesures de préservation environnementale et de prévention du changement climatique dans le cadre d'un projet du PNUE soutenu par l'UNOPS. **Photo** : UNOPS

Objectifs transversaux

En 2010, l'UNOPS a, en plus de ses quatre objectifs de contribution, aidé ses partenaires à poursuivre diverses initiatives dans le but de réaliser ses objectifs transversaux relatifs à l'égalité hommes-femmes, au renforcement des capacités et à la viabilité environnementale. Si, dans certains cas, ces objectifs représentaient la priorité du projet, ils étaient le plus souvent intégrés à un projet visant un objectif principal différent.

Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes

En 2010, 30 pour cent des projets soutenus par l'UNOPS concouraient d'une manière ou d'une autre à l'égalité hommes-femmes et à l'autonomisation des femmes.

Dans de nombreux cas, le projet visait dès sa conception des objectifs précis en termes d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes. Par exemple, un projet de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) consistant à détourner des agriculteurs péruviens de la culture de la coca exigeait que 30 pour cent des participants soient des femmes.

Des objectifs d'autonomisation des femmes ont même pu être intégrés à des projets qui n'étaient à l'origine pas essentiellement conçus pour contribuer à l'objectif d'égalité hommes-femmes.

De nombreux projets ont généré des emplois pour les femmes, souvent dans des domaines traditionnellement réservés aux hommes. Par exemple, un projet financé par la Suède (voir page 8) a permis de changer les perceptions locales concernant l'emploi des femmes.

D'autres projets ont quant à eux favorisé l'égalité en proposant des formations directes aux femmes. Par exemple, un projet exécuté pour le compte du SLAM/UNMAS a permis de former des femmes au déminage (voir page 9).

De nombreux projets ont contribué à faciliter l'accès des femmes aux services sociaux et aux autres possibilités en termes de vie sociale grâce à la construction d'installations permettant aux

filles et aux femmes de recevoir une éducation et des soins de santé, d'obtenir des emplois et de diriger des entreprises. Par exemple, lors de la conception d'un centre de formation de la police pour le compte de l'Autorité nationale palestinienne, des dortoirs distincts ont été prévus afin d'assurer la participation de femmes élèves officiers. Ce projet était soutenu par le Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien de la police palestinienne, le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.

Par ailleurs, certains projets ont mené à la modification de lois ou de politiques en faveur de l'égalité hommes-femmes de manière à accroître leur pouvoir aux niveaux juridique et politique. En 2010, l'UNOPS a soutenu l'examen de 23 politiques ou lois en la matière. Par exemple, pour le compte du PNUD et du Royaume-Uni, il a aidé le gouvernement pakistanais à lutter contre la violence envers les femmes dans le pays.

« Depuis le début, l'équipe du projet fait preuve d'égards envers nos spécificités culturelles et de souci du détail. De plus, son travail et son engagement ont toujours dépassé nos attentes. »

*Satu Koivu, chef d'équipe,
Section des services consultatifs en matière
de police, Bureau de coordination de l'UE pour
le soutien de la police palestinienne, au sujet
du gymnase et du centre d'apprentissage de
l'établissement de formation de la police*

Étude de cas 12

Contribuer à la préservation de la biodiversité, au renforcement des capacités et à l'autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest

La participation des femmes et des collectivités à la gestion environnementale contribue à préserver la biodiversité dans la ceinture de savane d'Afrique de l'Ouest.

L'aire protégée W-Arly-Pendjari (WAP) est constituée de parcs nationaux répartis entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Elle forme le plus grand et le plus important continuum d'écosystèmes intacts dans la ceinture de savane d'Afrique de l'Ouest et constitue un refuge vital pour une faune et une flore menacées.

Grâce à une coopération aux niveaux local, national et international, le projet WAP vise à amener les décideurs de ces trois pays à collaborer plus étroitement afin d'assurer la cohérence des politiques de conservation et de coordonner leur soutien au complexe. Ce

projet soutient les collectivités qui dépendent des ressources naturelles de cette aire et sollicite leur participation en les sensibilisant aux risques que représente la chasse à l'intérieur de l'aire protégée pour les espèces animales, de même qu'aux bénéfices possibles du tourisme écologique.

En outre, les femmes sont formées à l'utilisation durable de ces ressources et reçoivent de petites subventions pour des activités économiques respectueuses de la biodiversité, comme le tourisme écologique et culturel.

L'UNOPS exécute ce projet de 5,1 millions de dollars pour le compte du Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que des gouvernements des trois pays participants.



Les femmes vivant dans l'aire protégée W-Arly-Pendjari (WAP) jouent un rôle clé pour les activités de conservation, car elles se trouvent au cœur de la chaîne de production alimentaire. L'UNOPS exécute ce projet de 5,1 millions de dollars pour le compte du Fonds pour l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que des gouvernements du Bénin, du Burkina Faso et du Niger. **Photo : PNUD**



Des membres de l'équipe d'évaluation des bâtiments du ministère haïtien des Travaux publics, du Transport et des Communications. En collaboration avec des entrepreneurs en génie sismique de Miyamoto International, l'UNOPS a travaillé au sein du Ministère afin de renforcer les capacités de planification de reconstruction dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale et le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement. **Photo** : UNOPS/Marc Lee Steed

Renforcement des capacités nationales

Conformément à son plan stratégique et à différentes décisions du Conseil exécutif, l'UNOPS a poursuivi ses efforts en vue d'intégrer l'objectif de renforcement des capacités nationales à ses activités.

La moitié des projets soutenus par l'UNOPS en 2010 visaient d'une manière ou d'une autre à renforcer les capacités nationales, principalement en améliorant les institutions ou en renforçant les compétences.

La plupart de ces projets prévoyaient dès leur conception des activités particulières liées au renforcement des capacités nationales. Par exemple, un projet financé par la Banque mondiale et consistant à évaluer les dommages structuraux à la suite du séisme en Haïti comprenait la formation d'ingénieurs locaux en matière d'évaluation des dommages subis par les infrastructures ainsi qu'une assistance auprès du ministère des Travaux publics en vue d'élaborer un code de la construction plus rigoureux ([voir page 35](#)).

Quant aux projets qui ne prévoyaient pas à l'origine d'objectifs spécifiquement liés au renforcement des capacités, 15 pour cent d'entre eux ont tout

de même pu incorporer d'activités de cette nature, souvent sous la forme de formation sur le lieu de travail, ou à travers des efforts visant à assurer le bon entretien l'infrastructure ou de l'équipement. Par exemple, une équipe de l'UNOPS a formé 100 personnes à l'entretien de l'équipement technique acheté pour le compte de l'assureur national de la santé du Pérou, EsSalud.

Par ailleurs, une collaboration étroite avec les ministères et instances publiques a permis de renforcer les capacités au sein des institutions gouvernementales dans plus de 35 pays. Par exemple, pour le compte du PNUD, l'UNOPS a aidé 267 autorités locales en Afrique à mieux négocier les contrats d'investissement.

Nous avons également travaillé dans le cadre de divers projets soutenant des organisations non gouvernementales ou communautaires. En tout, plus de 4000 organisations locales partout dans le monde ont bénéficié d'un soutien.

La plupart des projets prévoyant des activités de renforcement des capacités ont également contribué directement à l'amélioration des compétences locales. En 2010, plus de 80 000 personnes ont reçu une formation dans le cadre des projets soutenus par l'UNOPS, sans compter les nombreux travailleurs locaux formés « sur le tas » plutôt qu'à travers des formations officielles.



Des panneaux solaires sur le toit du centre de formation de la police de Jéricho, en Territoire palestinien occupé. L'UNOPS exécute le projet de construction de ce centre pour le compte de la Police civile palestinienne, du Bureau de coordination de l'UE pour le soutien de la police palestinienne, de la Commission européenne, ainsi que des gouvernements du Canada, du Danemark, de la Finlande, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. **Photo** : UNOPS

Viabilité environnementale

En 2010, 35 pour cent des projets soutenus par l'UNOPS contribuaient d'une manière ou d'une autre à améliorer la viabilité environnementale, principalement sur le plan de l'utilisation des ressources naturelles, de l'adoption de techniques de construction écologiques ou de la promotion des énergies renouvelables.

Plus de 100 projets exécutés par l'UNOPS portaient avant tout sur la viabilité environnementale ([voir Objectif 4, page 41](#)) et environ le même nombre de projets prévoyaient des résultats en la matière. À l'initiative des chefs de projet respectifs, des activités particulières ont été incorporées à un dixième du reste des projets afin de rendre leur mise en œuvre plus écologique.

En planifiant ses projets d'infrastructure, l'UNOPS veille particulièrement à ce que les techniques de construction les plus récentes soient utilisées et à ce que les édifices soient bien conçus. Ceux-ci sont alors plus écologiques, plus durables et plus économiques à long terme.

L'utilisation durable des ressources naturelles a été assurée de diverses manières, de la sélection des matériaux de construction à la promotion du recyclage. Ainsi, de nombreux projets de construction, dont une prison financée par les Pays-Bas en Territoire palestinien occupé, intégraient des techniques de construction écologiques. Dans

le cas de la prison, des panneaux solaires, une isolation particulière et une usine d'épuration ont été inclus. De plus, dans le cadre de nombreux projets, la sélection des entrepreneurs était notamment basée sur leur capacité à construire de manière écologique.

Les technologies basées sur les énergies renouvelables ont également été privilégiées, notamment lors de l'installation de 54 poêles à haut rendement énergétique dans des cantines scolaires construites au Sri Lanka pour le compte du Programme alimentaire mondial. Dans le cadre de nombreux projets, des critères écologiques ont également été pris en considération lors du processus d'approvisionnement, par exemple en veillant à sélectionner des moteurs économiques lors de l'achat d'ambulances pour le compte du gouvernement péruvien.

« En contribuant au renforcement des capacités à gérer les écosystèmes et les ressources naturelles, nous augmentons les chances de réussite à long terme de chaque projet environnemental auquel nous contribuons. »

Abdoulaye Ndiaye, chef de la Pratique de l'Environnement de l'UNOPS

Étude de cas **13**

Des microfinancements pour construire des maisons écologiques au Pakistan

Au Pakistan, des collectivités rurales recourent à des microfinancements afin de construire des centaines de maisons économiques sur les plans monétaire et énergétique.

En 2010, l'équipe du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial au Pakistan a conçu une maison écologique pour des habitants de la province du Sind privés d'abri depuis les inondations. Cette maison a été construite selon une technique primée appelée « modèle Benazir », qui permet de faire face et de s'adapter au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

Cette technique de construction simple à base de blocs de terre creux ou comprimés présente un bilan de carbone bas et confère une isolation naturelle aux maisons, réduisant ainsi leur consommation d'électricité et la déforestation. Les murs renforcés de câbles métalliques et les toits en forme de pyramide permettront de mieux résister aux catastrophes naturelles à l'avenir. Ces maisons ne coûtent que 6 dollars par pied carré.

La première phase de la construction a nécessité deux semaines et la main-d'œuvre a été embauchée localement de manière à apporter un revenu appréciable aux collectivités rurales pauvres et à transférer les compétences à plus de 1000 maçons locaux afin qu'ils puissent reproduire le modèle. Ces prototypes de maison ont été construits à l'aide de machines particulières connues localement sous le nom de SGP Spirits, en référence au Programme de microfinancements (Small Grants Programme).

Plus de la moitié des maisons appartiennent à des femmes. Ces dernières ont également contribué à leur construction et ont pu participer à tous les programmes de formation.

Le projet d'origine a été exécuté par l'UNOPS pour le compte du Programme de microfinancements du FEM qu'administre le PNUD au Pakistan. Le PNUD au Pakistan ainsi que le gouvernement local du Sind ont adopté le modèle Benazir et l'ont intégré à des projets semblables, si bien que 500 nouvelles maisons ont été construites.



Construction de maisons écologiques dans le district rural de Thatta, au Pakistan. Le projet d'origine a été exécuté par l'UNOPS pour le compte du Programme de microfinancements du PNUD-FEM. **Photo** : Masood Lohar

Nos partenaires

L'UNOPS aide de nombreux partenaires à mener leurs activités à bien. En tant que prestataire de services, nous laissons nos partenaires déterminer la portée, le champ d'action et le lieu de travail en fonction de leurs priorités et de leurs besoins.

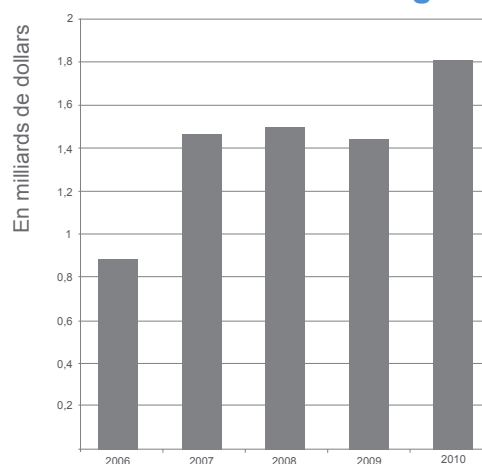
Le 20 décembre 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution réaffirmant le mandat de l'UNOPS ainsi que les partenaires avec lesquels l'organisation peut travailler, c'est-à-dire :

- les organisations, fonds et programmes de l'ONU
- les institutions financières internationales et régionales
- les organisations intergouvernementales
- les gouvernements donateurs et bénéficiaires
- les organisations non gouvernementales
- les fondations
- le secteur privé

En tant qu'organisation sans but lucratif, notre organisation s'emploie uniquement à exécuter des projets de qualité et à répondre aux attentes de ses partenaires. En 2010, nos efforts en vue de devenir un prestataire de services de choix ont été récompensés par de nouveaux accords atteignant la valeur inégalée de 1,81 milliard de dollars, soit 26 pour cent de plus qu'en 2009.

Cette hausse reflète l'accroissement de la demande, particulièrement en Afghanistan et en Argentine, de même qu'un nouveau financement sans précédent pour le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial du PNUD, qui est exécuté par l'UNOPS.

Valeur des accords signés



Nos partenaires en 2010

En 2010, 62,1 pour cent des projets exécutés par l'UNOPS l'ont été pour le compte du système des Nations Unies.

Le Programme des Nations Unies pour le développement est resté notre partenaire principal. En effet, la valeur du travail effectué pour le compte du PNUD est passée de 435 à 463 millions de dollars. Toutefois, en termes de proportion des dépenses d'exécution totales de l'UNOPS, elle représente à présent 36,5 pour cent, contre 39,9 pour cent en 2009. Notre deuxième partenaire a été le Département des opérations de maintien de la paix, représentant 13,5 pour cent des dépenses d'exécution contre 12 pour cent en 2009.

« En raison de l'approche transparente et du professionnalisme de l'équipe, il s'agit de l'un des projets des Pays-Bas les plus respectés en Territoire palestinien occupé... Il a été mis en œuvre sans problèmes et de manière professionnelle depuis le début. »

Jack Twiss Quarles van Ufford, Chef de mission, Bureau du représentant des Pays-Bas auprès de l'Autorité palestinienne, au sujet du projet de la prison de Jéricho

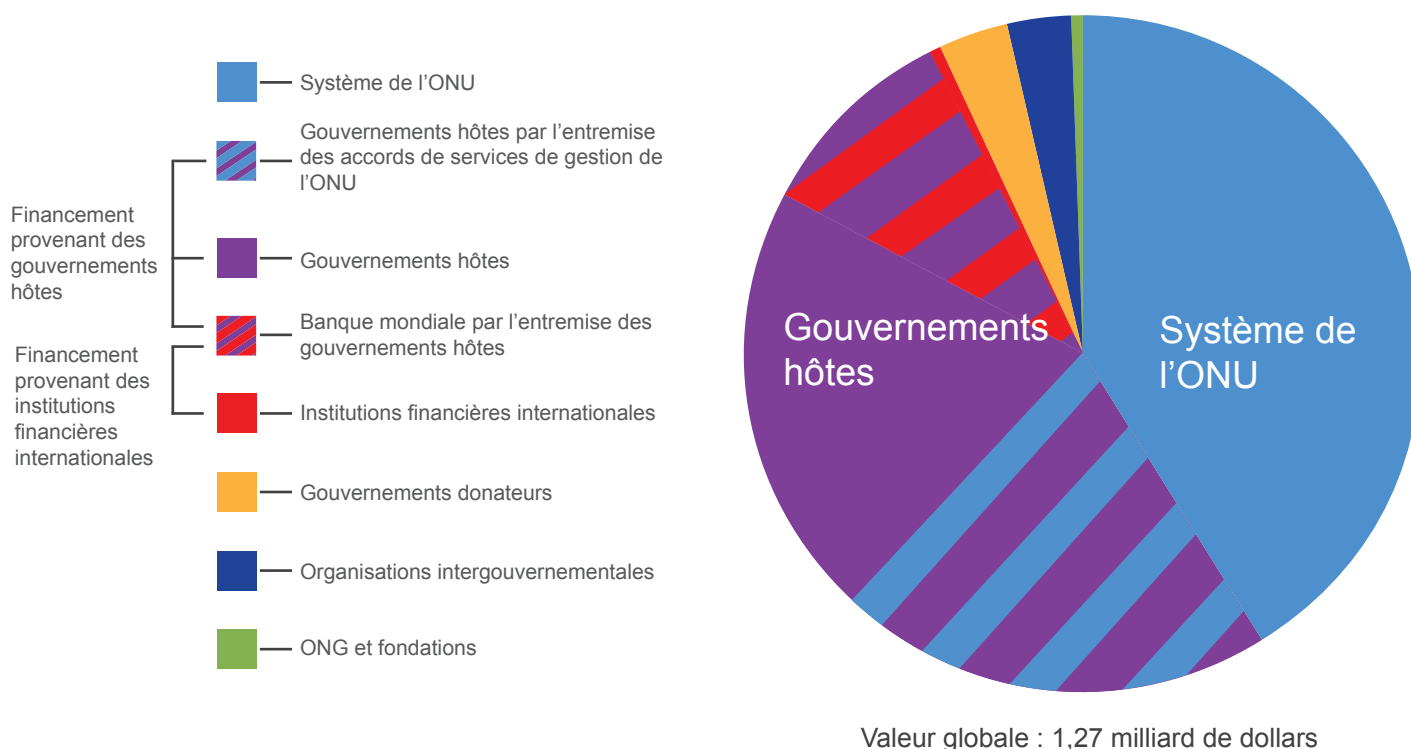
Le soutien direct aux gouvernements, sans tenir compte des accords de services de gestion, s'élevait à 433 millions de dollars, contre 346 millions en 2009, et représentait 34,1 pour cent de la valeur globale des projets exécutés. Cette hausse est principalement attribuable aux activités en Argentine et, dans une moindre mesure, en Afghanistan.

Par ailleurs, l'UNOPS a maintenu ses partenariats avec les institutions financières. En 2010, il a collaboré avec la Banque mondiale dans le cadre de projets d'une valeur globale dépassant

146 millions de dollars. Dans certains cas, la Banque mondiale finançait directement les projets. Dans d'autres, elle était responsable d'un fonds d'affectation spéciale multidonateurs ou prêtait aux gouvernements.

L'UNOPS a en outre renforcé son partenariat avec l'Union européenne, ayant exécuté pour quelque 34 millions de dollars de projets en 2010. La même année, notre organisation a signé avec la Commission européenne des contrats d'une valeur globale de 73 millions d'euros, contre 35 millions d'euros en 2009.

Dépenses d'exécution par catégorie de partenaires



Exemples de partenariats de l'UNOPS

Les agences, fonds et programmes des Nations Unies



HCR : Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés coordonne l'action internationale pour protéger les réfugiés et chercher des solutions aux problèmes des réfugiés dans le monde. L'UNOPS lui fournit des services de soutien dans le monde entier, comme la construction d'abris temporaires pour les personnes déplacées internes au Sri Lanka et des services de gestion des ressources humaines pour le personnel en Asie et au Moyen-Orient. En 2010, l'UNOPS a fourni pour 10 millions de dollars de services au HCR.

Les institutions financières internationales et régionales



La Banque mondiale : La Banque mondiale est une source d'appui financier et technique pour les pays en développement du monde entier. L'UNOPS lui fournit une grande variété de services, comme l'approvisionnement en biens et services ainsi que la gestion de projets complexes, notamment en contexte d'après-conflit très difficile. Les partenariats réussis avec la Banque mondiale comprennent des travaux routiers d'envergure en Afghanistan et des opérations de secours au lendemain du séisme en Haïti. En 2010, l'UNOPS a travaillé dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale d'une valeur globale dépassant 146 millions de dollars.

Les organisations intergouvernementales



L'Union européenne : L'Union européenne est un donateur de premier ordre. L'UNOPS soutient ses programmes d'aide et de développement dans le monde entier, de la construction de routes et de ponts à la création de sources de revenus pour les plus vulnérables en passant par la promotion des droits de l'homme. En 2010, l'UNOPS a renforcé son partenariat avec l'UE, ayant exécuté pour environ 34 millions de dollars de projets, dont un soutien à une mission d'assistance électorale en Côte d'Ivoire.

Le gouvernement donateur



Les États-Unis d'Amérique : L'Agence américaine pour le développement international (USAID) construit des routes, des ponts, des abris, des institutions juridiques et des écoles, fournit des sources de revenus, stimule les économies et promeut une paix durable au nom du peuple américain. L'UNOPS soutient ces activités en exécutant des projets d'infrastructure physique, d'aide humanitaire, d'éducation et de développement économique et social dans des pays comme l'Afghanistan, le Libéria, la Somalie, le Soudan et le Sri Lanka. En 2010, nous avons fourni à USAID pour plus de 21 millions de dollars de services.

Le gouvernement hôte



L'Argentine : L'UNOPS collabore avec le gouvernement argentin afin de soutenir activement sa stratégie nationale de développement, particulièrement dans les domaines de l'éducation, des services de santé et du renforcement des capacités institutionnelles. Les projets sont exécutés en vertu d'accords de services de gestion ou de mémorandums d'accord dans le cadre de l'entente signée avec ce pays en 2007. En 2010, l'UNOPS a fourni pour plus de 193 millions de dollars de services, dont un vaste programme d'achat d'ordinateurs portables pour des écoles pour le compte du ministère de la Sécurité sociale.

Les organisations non gouvernementales/les fondations



La Croix-Rouge américaine : La Croix-Rouge américaine fait partie du mouvement mondial de la Croix-Rouge, qui apporte une aide humanitaire de manière impartiale aux victimes de catastrophes naturelles. En 2010, l'UNOPS a exécuté un projet d'abris temporaires pour les personnes touchées par le séisme en Haïti. D'une valeur de plus de 2 millions de dollars, le projet était financé par la Croix-Rouge américaine. Il consistait principalement à fournir des services de distribution et d'assainissement de l'eau aux occupants des abris, ainsi qu'à assurer la construction de ces abris selon un principe de « travail contre rémunération » de manière à stimuler l'économie locale.

Le secteur privé

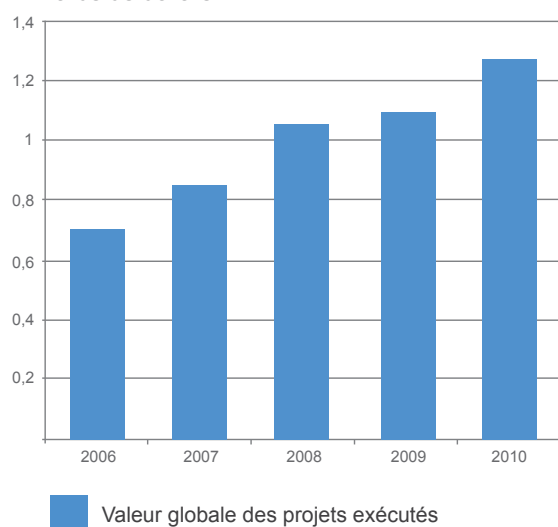


Hemas : Hemas PLC est un conglomérat sri lankais qui œuvre dans divers secteurs, dont la santé, les transports et les énergies renouvelables. Il dirige un programme de responsabilité sociale pour les entreprises, axé sur l'importance des soins et du développement de la petite enfance. En partenariat avec le gouvernement sri lankais et grâce au financement de Hemas, nous avons construit une école maternelle pour les enfants de trois à cinq ans à Jaffna, une localité du nord du pays.

Faits marquants sur le plan financier

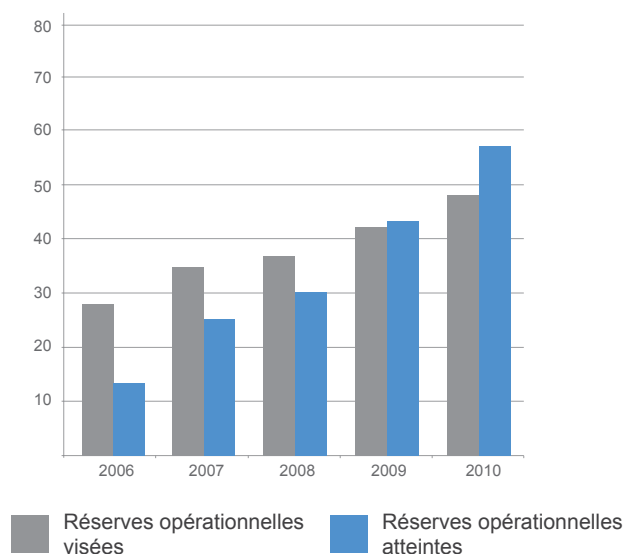
Projets exécutés par l'UNOPS 2006-2010

En milliards de dollars



Réserves opérationnelles de l'UNOPS 2006-2010

En millions de dollars



« Au cours des dernières années, l'UNOPS a fait l'objet d'une restructuration réussie, s'est agrandi et a renforcé son engagement dans le cadre de projets, si bien qu'il présente aujourd'hui des résultats financiers sains pour le dernier exercice biennal.

« En contexte de crise financière et économique mondiale, cette tendance à la hausse prouve que l'UNOPS, avec son modèle opérationnel unique, contribue efficacement à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation des OMD tout en offrant un créneau particulier pour la demande visiblement croissante de la part des organisations onusiennes et des États membres. »

*Annette Frick,
haute fonctionnaire au ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement économiques (BMZ), dans une déclaration devant le Conseil exécutif en juin 2010 au nom du gouvernement allemand*

Résultats de l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2010 en
comparaison avec ceux de l'exercice précédent
(+000)

COMPTE DE RÉSULTATS	2010	2009	% Variation
RECETTES			
Dépenses d'appui et honoraires	71 239	61 947	15%
Recettes des services consultatifs et remboursables	7926	20 569	-61%
Recettes diverses	11 331	7827	45%
TOTAL DES RECETTES	90 496	90 343	0%
Moins : le TOTAL DES DÉPENSES	64 258	64 414	0%
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	26 245	25 929	1%
Moins : la HAUSSE DES PROVISIONS	12 242	15 592	-21%
EXCÉDENT NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	14 003	10 337	35%

Bilan de l'actif, du passif et des réserves au 31 décembre 2010 en
comparaison avec celui de l'exercice précédent
(+000)

BILAN	2010	2009	Accroissement/ diminution
ACTIF			
Liquidités et dépôts à terme	862 499	444 070	418 429
Créances	45 987	42 716	3271
Comptes interfonds*	-	264 740	-264 740
TOTAL DE L'ACTIF	908 486	751 526	
PASSIF			
Comptes interfonds	62 789	-	62 789
Contributions reçues à l'avance*	529 268	428 593	100 675
Engagements non réglés	185 081	218 797	-33 716
Dette, provisions et comptes créditeurs	74 612	61 403	13 209
	851 749	708 793	
RÉSERVES			
Réserves opérationnelles	56 737	42 733	14 004
TOTAL DU PASSIF ET DES RÉSERVES	908 486	751 526	

* La reclassification des projets non liés à un accord de services de gestion en 2010 a mené à une reformulation des points de référence de 2009.

Références photographiques de la couverture

De gauche à droite et de haut en bas :

- UNMAS/Gwenn Dubourtoumieu
- UNOPS/Aida Ariño-Fernández
- UNOPS/Claude-André Nadon
- UNOPS/Dixie
- UNOPS
- Handy Chandra
- UNOPS/Dixie
- UNOPS/Charles Callanan

Autres références

Icônes des objectifs du Millénaire pour le développement avec l'aimable autorisation du PNUD.

Une version électronique du présent rapport est accessible en ligne à l'adresse suivante :

www.unops.org

Produit par Phoenix Design Aid A/S, Danemark, une entreprise certifiée ISO 14001/ISO 9000 dont le bilan de carbone neutre est attesté. Imprimé sur du papier produit dans le respect de l'environnement (sans chlore) avec de l'encre de source végétale. La matière imprimée est recyclable.



Droit d'auteur © 2011



Tous droits réservés.

Le FSC est une organisation non gouvernementale indépendante et sans but lucratif établie afin de promouvoir la gestion responsable des forêts du monde.



UNOPS HQ
PO Box 2695
2100 Copenhagen
Denmark

Tel: +45 35 46 75 00
Fax: +45 35 46 75 01
Email: info@unops.org
www.unops.org

